

Les Doctorales

de l'Association
de Science Régionale
de Langue Française

28

29

30

mars

2018

Grenoble
Cité des territoires

Institut d'Urbanisme et de Géographie Alpine
14 Avenue Marie Reynoard, 38100 Grenoble France
<https://doc-asrdlf-2018.sciencesconf.org/>

 Pacte
Laboratoire de sciences sociales

 UNIVERSITÉ
Grenoble
Alpes

 GRENOBLE-ALPES
MÉTROPOLITAIN

 SHPT
SCIENCE REGIONALE DE LANGUE FRANÇAISE

 Association
de Science Régionale
de Langue Française



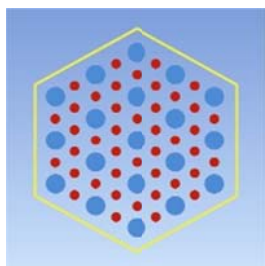
European Regional Science Association – ersa.org

Créée en 1961, l'**ERSA** est l'une des trois grandes associations transnationales dépendant de la Regional Science Association International (RSAI). Elle rassemble l'ensemble des Associations européennes de Sciences Régionales, soit 20 associations nationales ou représentant plusieurs pays (comme l'ASRDLF ou la Section de langue allemande), et compte environ 3 500 membres chercheurs, appartenant à une trentaine de pays.

Ses objectifs concernent le **développement et la promotion des recherches en Sciences régionales** en Europe, ainsi que le **lien avec les décideurs politiques et les acteurs de terrain**, par la mise en place de solutions concrètes. Il s'agit également de **promouvoir et de supporter l'activité des jeunes chercheurs, d'entretenir et de développer des échanges au niveau international**, et de **faire progresser les idées et les savoirs** concernant les dimensions locales et spatiales.

L'ERSA propose différents services et organise différentes manifestations chaque année en Europe :

- **Le colloque annuel** donne lieu à la plus importante réunion dans le Monde en matière de Sciences Régionales, avec la présence de plus de 800 participants et d'autant de papiers, référés et sélectionnés. En 2017 il se déroulera à Groningen (Pays-Bas), du 29 Aout au 1^{er} Septembre 2017, sur la thématique **Social Progress for Resilient Regions**: <https://ersa.eventsair.com/QuickEventWebsitePortal/2017-ersa-congress/official-website>
- L'ERSA organise également des **Ecoles d'Eté ou d'Hiver**, qui permettent de former les jeunes chercheurs sur des méthodes ou techniques particulières de l'analyse spatiale ou de la Science Régionale. La prochaine a lieu à Aegan, dans l'Ile de Lesvos, en Grèce, sur le thème **GIS and Regional Science: Theory and Applications** : <http://ersa.org/2016/12/14/ersa-summer-school-2017-apply-now/>
- Elle possède une revue en ligne, **REGION**, sur les questions de développement régional et d'analyse spatiale, qui publie des articles soumis à un processus de double aveugle : <http://openjournals.wu.ac.at/region/>. L'adhésion donne accès à l'ensemble des revues des associations européennes, <http://www.sre.wu.ac.at/ersajournals/test.html>, ainsi qu'aux revues de la RSAI, comme **Papers in Regional Science** ou **Regional Science Policy and Practice**
- L'ERSA attribue chaque année le **Prix Epainos** au meilleur travail présenté au Congrès par **un/une jeune chercheur/chercheuse**. <http://ersa.org/awards-prizes/epainos-awards/>
- Elle est présente à l'**EWRC (European Week of Regions and Cities)** et y organise des séminaires pour les décideurs et une **Master Class** pour les étudiants (Octobre 2017)



Association de Science Régionale de Langue Française

L'ASRDLF a été créée en 1961 par Walter Isard et François Perroux. Branche francophone de l'European Regional Science Association (ERSA) et de la Regional Science Association International (RSAI), elle compte aujourd'hui environ 250 membres dont 40 étrangers. Son objet concerne des thématiques variées intéressant aussi bien la recherche académique que la demande sociale : développement et forme des villes, finances locales, politiques de développement local et d'aménagement du territoire, rôle des services et des infrastructures de transport et de télécommunication, stratégie spatiale des entreprises, problèmes d'organisation territoriale, concurrence des territoires, rôle de l'innovation, morphologie de l'espace, devenir des espaces ruraux et urbains, questions de développement durable, ségrégation spatiale...

L'association organise différentes manifestations et propose divers services : <http://www.asrdlf.org>

- Un Colloque annuel, avec un comité scientifique, qui donne régulièrement lieu à la présentation de plus de 300 papiers faisant l'objet d'une double évaluation et d'une procédure de sélection avec rejets. En 2017, ce colloque se déroulera à Athènes (Grèce) les 5, 6 et 7 juillet, sur le thème : « **Les défis de développement pour les villes et les régions dans une Europe en mutation** » (<http://www.asrdlf2017.com/>).
- Des *Doctorales*, qui s'inscrivent dans la continuité du précédent Séminaire Européen des Doctorants en Économie Régionale (SEDER) : http://www.asrdlf.org/doctorales_ASRDLF.php
- Le *Prix Aydalot*, qui récompense chaque année les meilleures thèses soutenues en Sciences Régionales, et fonctionne sur la base d'un jury d'experts.
- Elle propose un *Réseau de compétences* relevant de différentes disciplines : économie, géographie, aménagement, gestion, sciences politiques, sociologie...
- Elle dispose d'une Revue internationale à Comité de lecture, la *Revue d'Économie Régionale et Urbaine*, qui publie des articles consacrés aux développements et avancées récentes de la Science Régionale : <http://www.reru.fr/>
- Elle diffuse une *Lettre d'informations* permettant d'apporter en temps réel des nouvelles sur l'actualité de nos domaines : les Nouvelles Brèves : <http://www.asrdlf.org/breves.php>

Liste des sponsors



Laboratoire Pacte

Pacte, laboratoire de sciences sociales, est une unité mixte de recherche du CNRS, de Sciences Po Grenoble et de l'Université Grenoble Alpes, qui rassemble les politistes, les géographes et les urbanistes, ainsi que des sociologues du site grenoblois. Elle accueille aussi des économistes, des juristes et des historiens.



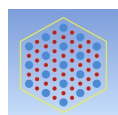
Université Grenoble Alpes

L'université Grenoble-Alpes (UGA) est l'un des cinq grands établissements d'enseignement supérieur de la métropole grenobloise. Créée en 1339 et disparue à trois reprises au cours de l'histoire, elle est issue de la fusion de trois anciennes universités², et demeure l'une des dix plus importantes universités de France, la cinquième par sa taille et la plus importante de la région Auvergne-Rhône-Alpes pour le nombre d'étudiants ainsi que pour le dynamisme de sa recherche.



Institut d'Urbanisme et de Géographie Alpine

Pôle d'enseignement et de recherche en géographie et en urbanisme, l'Institut d'Urbanisme et de Géographie Alpine accueille, principalement à Grenoble sur le site de la Cité des Territoires*, plus de 800 étudiants en formation initiale et continue, dans une ouverture internationale croissante. En France, c'est l'un des plus importants centres universitaires dans les deux disciplines qui structurent notre Institut. De la licence au doctorat, l'IUGA propose une large offre de formations professionnalisantes, généralistes, de recherche et d'enseignement, en français et en anglais.



Association
de Science Régionale
de Langue Française

Association de Science Régionale de Langue Française

Les Doctorales de l'ASRDLF sont co-organisées les 15, 16 et 17 mars 2017 par les Unités Métafort (AgroParisTech-INRA-Irstea-VetAgro Sup) et Ceramac (Université Blaise-Pascal) dans les locaux de l'Institut d'Auvergne du Développement des Territoires

Elles permettent la rencontre de doctorants français et étrangers qui présenteront oralement l'état de leurs travaux sous forme d'une présentation de 15 minutes de présentation suivies de discussion. Des commentaires seront faits par un ensemble d'enseignants et de chercheurs.

D'anciens doctorants feront également part de leurs expériences, de leurs réactions et recommandations.



**GRENOBLE - ALPES
MÉTROPOLITAIN**

Grenoble Alpes Métropole

Dotée du statut de Métropole depuis 2015, Grenoble-Alpes Métropole assure de nombreuses missions : services publics, aménagement du territoire, développement économique, protection de l'environnement, mobilité...



Ecole Doctorale de
Sciences Economiques

L'Ecole Doctorale "Sciences Economiques"

L'Ecole Doctorale de Sciences Economiques de la Communauté Université Grenoble Alpes, offre une formation s'inscrivant dans la réalisation d'une thèse.

Le rôle de l'Ecole est d'accompagner les doctorants dans les modalités mises en œuvre pour la préparation de cette thèse.

ECOLE DOCTORALE
SCIENCES DE L'HOMME, DU POLITIQUE ET DU TERRITOIRE

Ecole doctorale sciences de l'homme, du politique et du territoire

L'école doctorale suit les règles dictées par l'Arrêté du 25 mai 2016 relatif à la formation doctorale et la charte du doctorat de l'Université de Grenoble. Sa gestion est assurée par un Conseil qui adopte son programme d'actions et gère, par ses délibérations, les affaires qui relèvent de l'école doctorale.

L'Ecole doctorale a d'abord pour mission de valoriser et d'institutionnaliser le fonctionnement d'un pôle de compétence scientifique et de formation à la recherche. Elle réunit un potentiel de recherche important : les onze équipes de recherche qui la composent aujourd'hui développent des coopérations scientifiques au niveau régional, national et international.

L'équipe Villes et Territoires du laboratoire Pacte

Le projet de l'équipe Villes et Territoires se construit autour de l'étude des dynamiques et transitions territoriales et urbaines. L'idée de dynamique implique à la fois l'action, la trajectoire, et l'historicité, alors que la transition marque plutôt la rupture et le passage d'un état, voire d'un modèle socio-économique et culturel mais également territorial, à un autre. Ces processus s'appliquent à la notion de ville comme objet d'analyse qui renvoie au processus de fabrication de l'espace et au phénomène urbain, ainsi qu'à celle de territoire, qui s'intéresse au processus de « territorialisation ». Ce projet scientifique se fonde sur un héritage et une reconnaissance internationale d'une « école grenobloise » sur la pensée urbaine et territoriale, sur des apports théoriques récents et spécifiques à ce groupe de chercheurs ; sur des objets à même de nourrir une réflexion transversale empirique et méthodologique et enfin sur un lieu, la cité des terri-toires à Grenoble. La directrice de l'équipe est Magali Talandier.

Axes de recherches

Les objets de recherche privilégiés par les membres de l'équipe (énergie, mobilités, patrimoine, créativité, alimentation, planification, renouvellement urbain, foncier...) et la diversité des ter-rains observés (métropole, espace rural, périurbain, montagne) contribuent à étoffer cette ambition commune qui visera à théoriser les dynamiques et transitions territoriales et urbaines, à développer des études empiriques et appliquées, mais également des méthodes pour mieux comprendre ces mutations actuelles. Parmi les apports théoriques récents développés par les chercheurs de l'équipe, on peut citer les travaux sur la territorialité et la territorialisation de l'action ; ceux sur la ressource territoriale ; l'écologie territoriale ; l'économie (productivo-) résidentielle ; l'habitabilité (pratiques, usages, modes de vie, manières d'habiter).

Pour comprendre ces mécanismes, les observer, les mesurer, les objectiver, il convient de se doter de méthodes et outils spécifiques que développent les chercheurs de l'équipe :

- Analyses quantitatives développées pour mesurer les flux
- Analyses qualitatives prenant en compte des matérialités caractéristiques des espaces habités

Les chercheurs de l'équipe sont également soucieux de faire le lien avec l'action territoriale à travers :

- Les travaux sur l'ingénierie urbaine et territoriale et ses outils de planification, d'observation, de diagnostic... qui illustrent le passage de la connaissance à l'action.
- Les investigations autour de nouvelles expériences (innovations sociales, living lab, espaces de coworking, tiers-lieux) qui apparaissent aujourd'hui comme de nouveaux outils pour rep-enser la fabrique des villes et des espaces.

Cycle d'animation 2018 de l'équipe Villes et Territoires

Transitions en discussions

Qu'est-ce qu'une approche spatiale, par le territoire et la ville, peut apporter aux études émergentes des transitions sociétales, socio-techniques ou socio-écologiques ? Après un premier cycle consacré en 2017 aux principales notions des « transitions studies », c'est à ce défi méthodologique que se voue principalement ce 2e cycle « Transitions en discussion » en 2018 . En effet, les dimensions spatiales des trajectoires de transition sont encore largement absentes. Ainsi, le réseau international de recherche sur les « sustainable transition studies » (STRN) appelle à porter d'avantage d'attention aux particularités des contextes locaux/territoriaux, aux échelles et aux spatialités du déploiement d'innovations soutenables. L'objectif de ce cycle est d'explorer collectivement des approches spatiales des transitions : Comment mobiliser nos fondements théoriques, nos méthodes, nos approches empiriques pour mieux caractériser ces nouvelles trajectoires ? Comment réinterroger à l'aune de ces transitions, des notions comme lieux, réseaux, milieux, territoires, paysages, proximités, systèmes territoriaux... ? Qu'est-ce qu'une approche par le territoire et la ville permet d'apporter d'un point de vue conceptuel et opérationnel aux questions que pose la recherche et les acteurs en matière de « sustainable transition » ?

Ce seront donc des questions d'ordre théorique, méthodologique mais également empirique que nous aborderons cette année. Les apports viendront autant des chercheurs et doctorants du laboratoire que d'intervenants extérieurs. Les thèmes seront divers, selon les objets de recherche de chacun : transition numérique, sociale, énergétique, les transformations dans la planification, les loisirs récréatifs, le paysage ou encore les enjeux d'une transition mobilitaire.

Le comité d'organisation :

Bernard Pecqueur, Professeur, Université Grenoble Alpes

Magali Talandier, Professeure, Université Grenoble Alpes

Marjolaine Gros-Balthazard, Doctorante

Nassima Hakimi, Doctorante

Hélène Haller, Doctorante

Quentin Marron, Doctorant

Véronique Strippoli, Responsable administrative et financière

Alexis Richard, Chargé de communication

Elisabeth Blanc, Secrétariat

Catalina Esparza, Secrétariat

Nathalie Leardini, Gestion financière

Le comité scientifique :

Pascal Bérion, Maître de conférences, Université de Franche-Comté

Guy Chiasson, Professeur, Université du Québec en Outaouais

Olivier Crevoisier, Professeur, Université de Neuchâtel/Suisse

Lourdes Diaz Olvera, Chargée de Recherche, ENTPE, Lyon

Michel Dimou, Professeur, Université de Toulon

Bruno Jean, Professeur émérite, Université de Rimouski/Canada

Fabienne Leloup, Professeure, Université Catholique de Louvain la Neuve/Belgique

Bernard Pecqueur, Professeur, Université Grenoble Alpes

Abdelmajid Saidi, Professeur, Université de Meknès/Maroc

Magali Talandier, Professeure, Université Grenoble Alpes

Dominique Vollet, Directeur de recherche IRSTEA, Clermont-Ferrand

Programme

mercredi - 28 mars 2018

13h30 : Accueil café

14h00 à 14h30 : Ouverture de la séance - Amphi 2001

- La Directrice du laboratoire Pacte, *Anne-Laure Amilhat Szary*
- Le Directeur de l'Institut d'Urbanisme et de Géographie Alpine, *Jean-Christophe Dissart*
- La présidente de l'ASRDLF, *Fabienne Leloup*
- Le Vice-Président de l'ERSA, INRA Paris, *André Torre*
- Les organisateurs des doctorales, *Magali Talandier* et *Bernard Pecqueur*

14h30 à 16h : Conférence inaugurale : "Analyses socio-économiques des indicateurs macroéconomiques -et à quoi elles peuvent mener ?-" *Florence Jany-Catrice*, Professeure à l'Université de Lille et Chercheuse au Centre lillois d'études et de recherches sociologiques et économiques. Discutant : *Bernard Pecqueur* - Amphi 2001

16h00 à 16h30 : Pause

16h30 à 18h30 : Ateliers - Salles (2204-2205-2206-2207)

18h30 à 20h30 : Conseil d'administration de l'ASRDLF - Salle des actes

jeudi - 29 mars 2018

8h00 : Accueil café

8h30 à 10h30 : Ateliers - Salles (2204-2205-2206-2207)

10h30 à 11h00 : Pause

11h00 à 13h00 : Ateliers - Salles (2204-2205-2206-2207)

13h à 14h30 : Déjeuner

14h30 à 16h00 : - Amphi 2001 Discussions sur les fondamentaux de la thèse, sur les thèses en cotutelle et les possibilités d'échanges franco-québécois. Avec :

- *Michel Tarpin*, Directeur de l'école doctorale SHPT
- *Nadine Massard*, Directrice de l'école doctorale d'économie
- *Sophie De Ruffray*, Présidente de la section CNU 23
- *Paulette Duarte*, Membre du bureau de direction de la section CNU 24
- *Bruno Jean*, Professeur émérite, Université du Québec à Rimouski

18h à 19h : Visite guidée au Musée Dauphinois (exposition Grenoble 1968 : les jeux olympiques qui ont changé l'Isère), commentée par le directeur du Musée, *Olivier Cogne*.

19h30 à 22h : Soirée de gala prise en charge par les organisateurs, *au Caffè Forté*.

vendredi - 30 mars 2018

8h00 : Accueil café

8h30 à 10h00 : Conférence "Science, industrie, transition : Grenoble, le laboratoire de la modernité urbaine." Interventions de *Charles Ambrosino*, *Bernard Pecqueur* et *Magali Talandier*. - Amphi 2001

10h00 à 10h30 : Pause

10h30 à 12h30 : Ateliers - Salles (2204-2206-2207-2305)

12h30 à 13h00 : Séance de clôture, en présence de *Patrick Lévy*, Président de l'Université Grenoble Alpes - Amphi 2001

Mercredi 28/03 - 16h30/18h30

Président.e	Silvère Tribout	<i>Gestion Eau / Risques - 2204</i>
Doctorant.e.s	Rinaldesi Cinzia	MUTASOL, Mutations foncières des sols pollués : risques et coûts
	Zine Dine Mahassine	Élaboration d'un SIG pour l'étude morphodynamique du réseau fluvial dans la plaine du Gharb
	Safi Jihane	Evaluation des approches participatives dans la gestion des ressources naturelles en eau Cas du bassin versant de sebou
	Berdgue Hicham	La gestion des risques d'inondations. Le cas de bassin versant de Oued Souss (Maroc)
Président.e	Dominique Mignot	<i>Mobilité - 2206</i>
Doctorant.e.s	Chevalier Paolo	Exploration des potentiels et des pratiques de mobilité quotidienne à travers le concept d'espace de vie
	Pigalle Eleonore	Le dispositif de Pédibus sur le chemin des écoliers : discours, déploiement & représentations. Les cas d'Aix-en-Provence & de Lausanne
	Cécile Chèze	Effets économiques élargis des infrastructures de transport: évaluer les externalités économiques de la grande vitesse ferroviaire
	Fandio Cédric	Prise en compte de l'équité sociale dans les politiques de mobilité urbaine: une comparaison des villes de taille intermédiaire à l'échelle européenne
	Mélanie Maheu	La prise en compte de l'équité dans les politiques publiques de mobilité urbaine. Le cas de l'agglomération lyonnaise
Président.e	Fabien Nadou	<i>Innovation - 2207</i>
Doctorant.e.s	Buisson Lucile	Évaluation socio-économique et environnementale prospective d'un service de transport à la demande assuré par une flotte de voitures autonomes
	Marron Quentin	Les Living Labs, des dispositifs d'innovation aux ambitions économiques pour/ sur les territoires
	Didi Hassane Amine	Pratiques de gouvernance et innovation dans les clusters au Maroc : cas de la région Fès-Meknès
	Bebin Baptiste	Innovations d'acteurs et décloisonnements des coopérations : quelle gouvernance pour une mobilité durable dans les zones périurbaines de montagne ?

Jeudi 29/03 - 8h30-10h30		
Président.e	Myriam Donsimoni	<i>Finances - 2204</i>
Doctorant.e.s	Zine-Dine Khaoula	L'investissement éthique dans le cadre de la micro finance islamique. Quelles perspectives de développement de l'économie sociale et solidaire au Maroc?
	Benbadallah Manal	Volatilité et décision d'investissement : Analyse économétrique des cours boursiers
	El Bouch Hajar	La localisation des firmes multinationales et le développement territorial : une approche par les ressources , cas du secteur automobile au Maroc.
Président.e	Leïla Kébir	<i>Développement territorial (1) - 2205</i>
Doctorant.e.s	Montagnat Morgane	Les pratiques culturelles et artistiques des mondes du trad comme réactualisation de catégories spatiales (rural, urbain, région, local)
	Pfund Guillaume	Les territoires de la filière eau thermo-minérale, usages et enjeux de développement industriel et touristique : les sites à multi usage en France et en Belgique
	Hilal Mhamed	Les effets de la décentralisation sur le développement territorial : Etude des effets économiques de la décentralisation sur la région Fès-Meknès
	Hercule Clara	Ancrages territoriaux des entrepreneurs dans les quartiers de la politique de la ville en Ile-de-France
Président.e	Emmanuel Roux	<i>Environnement / Paysage - 2206</i>
Doctorant.e.s	Dacheux-Auzière Brice	Processus d'écologisation de la pratique des paysagistes-concepteurs : démarches et compétences d'une profession œuvrant avec le vivant humain et non humain
	Delclaux Julie	Gouvernance territoriale de la biodiversité dans les espaces agricoles : les apports d'une approche socio-écosystémique à la géographie
	Lamhamedi Hajar	Environnement et Territoire : analyse et évaluation des coûts de la dégradation de l'environnement (cas du Parc National d'Ifrane, Région Fès-Meknès, Maroc)
	Khalil Zahra	L'analyse spatio-temporelle de la répartition de l'Arganeraie dans la région de Taroudant
Président.e	Mollard Amedée	<i>Rural / Ruralité - 2207</i>
Doctorant.e.s	Malaret Laurence	Coopérations, Montagnes-Métropoles et Territorialisation
	Ayari Hamza	Développement rural et dynamique de la végétation dans le Haut Tell Friguien Occidental
	Vigné Flore	Le patrimoine industriel en Ardèche : un patrimoine en marge pour un territoire en marge ?
	Nassima Hakimi	Les innovations sociales transformatives dans les espaces montagnards en marge : des leviers pour une transition soutenable des territoires ?

Jeudi 29/03 - 11h-13h		
Président.e	Marie Delaplace	<i>Entreprise / Management - 2204</i>
Doctorant.e.s	Moussaoui Abdellah	Le management des risques dans la démarche qualité cas PME marocaines
	Helmi Driss	Les pratiques du conseil en management au sein des pme marocaines : approche par les risques
	Chout Imane	Les pratiques de management de la qualité dans les administrations publiques
	Salim Meryem	La responsabilité sociale de l'entreprise et performance
Président.e	Saidi Abdelmajid	<i>Alimentation / Agro-alimentaire - 2205</i>
Doctorant.e.s	Primac Alina	La Journée Nationale du Vin dans la République de Moldavie - une occasion pour bilans et nouvelles idées
	Métayer Brewenn	Circuits courts alimentaires : vers des organisations logistiques plus durables ?
	Gauthier Nolwen	Devenir paysan, accéder à la terre : discussion à partir de l'observation d'un territoire alimentaire en train de se faire
	Bourbia Véréna	La logistique des commerces alimentaires des villes. Une analyse des déterminants par la diversité urbaine et commerciale
	Diki Hind	Analyse de la contribution des entreprises agroalimentaires dans le développement territorial durable : cas de région Fès-Meknès
Président.e	Guy Chiasson	<i>Politiques publiques - 2206</i>
Doctorant.e.s	Zine-Dine Abdelmoughit	Les réformes budgétaires au Maroc
	Carlier Estelle	Analyse des dynamiques de territorialisation, application à des collectivités de taille moyenne
	Chekrouni Anas	Une Contribution à l'évaluation de l'impact de la politique douanière sur la performance des entreprises exportatrices au Maroc : cas de l'industrie automobile
	Louis Gendreau	Réduire la congestion par l'étalement horaire de la demande ?
	Vanson Magalhães Da Silva Elia	Entreprises de course urbaine et uberisation
Président.e	Marie-Christine Fourny	<i>Habitabilité - 2207</i>
Doctorant.e.s	Dupuis Clémence	Construire l'hospitalité territoriale dans les Nouvelles Ruralités. Habitabilité et attractivité des centres-bourgs
	Pourtau Baptiste	Habiter la mobilité périurbaine à l'heure de la Smartcity. Réflexions autour des usages du smartphone dans les pratiques de mobilité quotidienne
	Durand Christophe	Entre volonté transformatrice et isomorphisme institutionnel, de la capacité des territoires à trouver un sens commun à leur habitabilité : une approche par l'étude du processus de création d'un laboratoire récréatif à Belle Ile en Mer
	Meddy Escuriet	« Comprendre les représentations socio-spatiales des personnes en situation de handicap : vers une évaluation des dispositifs d'accompagnement mis en place par l'association LADAPT »

Vendredi 30/03 - 10h30-12h30

Président.e	Fabienne Leloup	<i>Education / Formation - 2204</i>
Doctorants	Sallenave Léa	De la rue au torrent, les territoires apprenants de plein air et les adolescent.e.s : spatialités éducatives populaires et alternatives pour une citoyenneté socio-environnementale renouvelée ? Comparaison France-Suisse
	Touzrhar Noura	La démarche qualité en ingénierie de la formation professionnelle continue au Maroc: Quel modèle qualité?
	Zarouf Zakia	Politiques éducatives et croissance économique au Maroc
	Belgada Zainab	La portée des diplômes universitaires marocains à l'épreuve du marché du travail : Analyse micro-économétrique du déclassement des lauréats de l'Enseignement Supérieur
	Ahamadi Daroussi	Le tissu associatif et l'éducation populaire : Clé pour le développement de Mayotte
Président.e	Bernard Pecqueur	<i>Développement territorial (2) - 2305</i>
Doctorants	Thomas Lauriane	La dimension foncière de la « résidentialisation » de l'économie en Provence-Alpes-Côte d'Azur
	Martinez Laurent	Quel aménagement de l'espace pour promouvoir biodiversité et bien-être ?
	Sadki Tarik	Déterminants de la compétitivité régionale: Cas de la région Fès-Meknès
	Rabie Ben Abbou	La gouvernance d'entreprise et l'enjeu du développement local: les PPP dans la région de Fès-Meknès
	Amrani Khaled	Contraintes et solutions pour le développement de la ville-palmeraie de Ouargla dans le Sahara septentrional algérien
Président.e	Améziane Ferguène	<i>Attractivité territoriale - 2206</i>
Doctorants	Ben Hlima Fatima-zohra	Attractivité du territoire et dynamique des investissements directs étrangers dans la région FES-MEKNES
	Lamrabet Sara	Logistique et intégration sectorielle : quel impact sur le développement territorial ? (Cas de la région fès - meknès)
	Hamzaoui Ismahan	L'inscription de l'œuvre de Le Corbusier à l'Unesco au prisme d'une approche territoriale
	Mohsine Alla	Comment les villes marocaines peuvent elles booster leur « Attractivité estudiantine » ? Essai de profilage de la meilleure « Ville Etudiante » marocaine
Président.e	Charles Ambrosino	<i>Transition / Changement - 2207</i>
Doctorants	Labarre Florence	Le marketing individualisé à travers une application d'information voyageurs : un outil pour favoriser les changements de comportements de mobilité ?
	Martin Céline	Vers une gouvernance énergétique multi-niveaux : application dans les territoires de montagne
	Bevione Michela	Enjeux socio-écologiques, métabolisme territorial, création de richesse : application à la Vallée de la Maurienne
	Niang Amadou	L'économie circulaire, une innovation au service du développement territorial rural ?

Plan d'accès Musée Dauphinois et Caffè Forté

Musée Dauphinois :

30 rue Maurice Gignoux
38031 Grenoble cedex 1
Téléphone : 04 57 58 89 01

Au départ de l'IUGA ; prendre le tram A (ligne bleue) direction Fontaine - La Poya et descendre à l'arrêt Hubert Dubedout - Maison du tourisme. Suivre le tracé ci-dessous pour rejoindre le musée.

Caffè Forté :

4 Place Lavalette
38000 Grenoble
Téléphone : 04 76 03 22 83



Participant.e.s

Doctorant.e.s

Zine Dine	ABDELMOUGHIT
Khaled	AMRANI
Baptiste	BEBIN
Zainab	BELGADA
Rabie	BEN ABBOU
Fatimazohra	BEN HLIMA
Manal	BENABDALLAH
Lucas	BERARD
Hicham	BERDGUE
Michela	BEVIONE
Véréna	BOURBIA
Lucile	BUISSON
Estelle	CARLIER
Anas	CHEKROUNI
Paolo	CHEVALIER
Cécile	CHÈZE
Imane	CHOUT
Matthieu	CHTIOUI
Brice	DACHEUX-AUZIÈRE
Ahamadi	DAROUCI
Julie	DELCLAUZ
Amine	DIDI HASSANE
Hind	DIKI
Clémence	DUPUIS
Christophe	DURAND
Hajar	EL BOUCH
Meddy	ESCURIET
Cédric	FANDIO
Nolwen	GAUTHIER
Louis	GENDREAU
Nassima	HAKIMI
Ayari	HAMZA
Ismahan	HAMZAOUI
Driss	HELMI
Clara	HERCULE
Mohamed	HILAL
Safi	JIHANE
Zahra	KHALIL
Zine Dine	KHAOULA
Florence	LABARRE
Hajar	LAMHAMED
Sara	LAMRABET
Zine Dine	MAHASSINE
Mélanie	MAHEU
Laurence	MALARET
Quentin	MARRON
Céline	MARTIN
Laurent	MARTINEZ
Brewenn	METAYER
Alla	MOHSINE
Morgane	MONTAGNAT
Abdellah	MOUSSAOUI
Amadou	NIANG
Guillaume	PFUND
Eleonore	PIGALLE
Baptiste	POURTAU
Alina	PRIMAC
Cinzia	RINALDESI
Tarik	SADKI
Meryem	SALIM
Léa	SALLENAVE
Lauriane	THOMAS
Noura	TOUZRHAR
Elia	VANSON MAGALHAES DA SILVA
Flore	VIGNÉ
Zakia	ZAROUF

Enseignant.e.s-Chercheur.e.s

Saidi	ABDELMAJID
Charles	AMBROSINO
Valérie	ANGEON
Pascal	BERION
Lise	BOURDEAU LEPAGE
Edouardo	CHIA
Guy	CHIASSON
Olivier	CREVOISIER
Gilles	DEBIZET
Marie	DELAPLACE
Marcus	DESJARDIN
Lourdes	DIAZ OLVERA
Michel	DIMOU
Myriam	DONSIMONI
Ameziane	FERGUENE
Grégoire	FEYT
Marilyne	FILIPPI
Marie José	FORTIN
Marie-Christine	FOURNY
Nathalie	GAUSSIER
Bernard	GUESNIER
Charles-edouard	HOULLIER-GUIBERT
Bruno	JEAN
Guy	JOIGNAUX
Leila	KEBIR
Chiara	KIRSCHNER
Claude	LACOUR
Rémi	LE FUR
Fabienne	LELOUP
Mohammed	MAKHTARI
Dominique	MIGNOT
Amedee	MOLLARD
Fabienne	NADOU
Bernard	PECQUEUR
Veronique	PEYRACHE-GADEAU
Emmanuel	ROUX
Alexandra	SCHAFFAR
Kévin	SUTTON
Kamila	TABAKA
Magali	TALANDIER
Isabelle	THOMAS
André	TORRE
Silvère	TRIBOUT
Camelia	TURCU
Dominique	VOLLET
Frédéric	WALLET

Communicant.e.s

Abakouy, Mostafa, 56
Ahamadi, Daroussi, ahamadi.daroussi@outlook.fr, 16
Amrani, Khaled, khaled.amrani@umrpacte.fr, 17
Ayari, Hamza, ayari.hamza@yahoo.fr, 18
Bebin, Baptiste, baptiste.bebin@umrpacte.fr, 22
Belgada, Zainab, belgadazainab@gmail.com, 20
Ben Hlima, Fatimazohra,
fatimazohra.dinslaken@gmail.com, 21
Benabdallah, Manal, benabdallah.manal@gmail.com, 23
Berdgue, Hicham, h.berdgue@gmail.com, 83
Bevione, Michela, michela.bevione@umrpacte.fr, 24
Bourbia, Véréna, verena.bourbia@ifsttar.fr, 26
Buisson, Lucile, lucile.buisson@entpe.fr, 27
Carlier, Estelle, carlier.e@grenoble.archi.fr, 30
Chekrouni, Anas, anas.emi.2015@gmail.com, 29
Chevalier, Paolo, paolo.chevalier@enpc.fr, 31
Chout, Imane, im.chout@uae.ac.ma, 84
Dacheux-Auzière, Brice, b.dacheux@ecole-paysage.fr, 37
Delclaux, Julie, jdelclaux@isara.fr, 38
Didi Hassane, Amine, amine.didi.hassane@gmail.com, 33
Diki, Hind, hindo.moussaid@gmail.com, 34
Dupuis, Clémence, clemence.dupuis@grenoble.archi.fr, 40
Durand, Christophe, cdurand63@laposte.net, 35
El Aboudi, Ahmed, 85
El Bouch, Hajar, hajar.el.bouch@gmail.com, 41
El Ouardighi, Saad, 20
Elmeziane, Abderrazzak, 82
Fandio, Cédric, cedric.fandio@entpe.fr, 42
Fleury, Philippe, 38
Gauthier, Nolwen, nolwen.gauthier@ehess.fr, 44
Gendreau, Louis, louis.gendreau@enpc.fr, 45
Habib, Adnane, 86
Hamzaoui, Ismahan, ismahan.hamzaoui@uca.fr, 46
Helmi, Driss, d.helmi@umi.ac.ma, 85
Hercule, Clara, clara.hercule@gmail.com, 47
Hilal, Mhamed, mohamedhilal27@gmail.com, 49
Khalil, Zahra, khalil.z@ucd.ac.ma, 85
Labarre, Florence, florence.labarre@ixxi.biz, 54
Lamhamedi, Hajar, hajar.lamhamedi@uhasselt.be, 51
Lamrabet, Sara, saralamrabet@gmail.com, 53
M'barki, Mohamed Amine, 62
Métayer, Brewenn, brewenn.metayer@cerema.fr, 65
Maamar, Mustapha, 81
Malaret, Laurence, malaret.l@grenoble.archi.fr, 55
Marron, Quentin, quentinmarron@gmail.com, 57
Martin, Céline, celine.martin@univ-smb.fr, 58
Martinez, Laurent, laurent.martinez@irstea.fr, 87
Mohsine, Alla, mohsinealla3@gmail.com, 57
Montagnat, Morgane, morgane.montagnat@univ-lyon2.fr, 60
Moussaoui, Abdellah, a.moussaoui@uae.ac.ma, 62
Niang, Amadou, niantos79@yahoo.fr, 64
Pfund, Guillaume, guillaume.pfund@gmail.com, 67
Pigalle, Eléonore, pigalle.eleonore@gmail.com, 65
Pourtau, Baptiste, baptiste.pourtau@enpc.fr, 70
Primac, Alina, primacalina@yahoo.com, 71
Rabie, Ben Abbou, rabie.benabbou@gmail.com, 82
Rahimi, Abdelmjid, 85
Rinaldesi, Cinzia, cinzia.rinaldesi@gmail.com, 73
Sadki, Tarik, tarik.sadeki@gmail.com, 74
Safi, Jihane, safi.jihane@gmail.com, 88
Salim, Meryem, salim.meryem92@gmail.com, 89
Sallenave, Léa, Lea.Sallenave@unige.ch, 76
Slimani, Mohammad Amine, 86
Thomas, Lauriane, thomas.lauriane@live.fr, 77
Touzhhar, Noura, n_touzhhar@yahoo.fr, 90
Vanson Magalhães Da Silva, Elia,
elia.magalhaesdasilva@gmail.com, 78
Vigné, Flore, flore.vigne@umrpacte.fr, 79
Zarouf, Zakia, zarouf.zakia@gmail.com, 91
Zine Dine, Mahassine, zd.mahassine@gmail.com, 80
Zine-Dine, Abdelmoughit, zine.abdel@yahoo.fr, 81
Zine-Dine, Khaoula, zd.khaoula@live.fr, 82

Le tissu associatif et l'éducation populaire : Clé pour le développement de Mayotte.

Daroussi Ahamadi * ¹

¹ Centre de Recherche en Géographie de l'Université de La Réunion, EA 12 (CREGUR) – Néant – 15
Avenue René Cassin CS 92003, 97744 Saint Denis Cedex 9, France

Passionné par l'engagement des mahorais dans le processus de la construction de développement du territoire, je me suis lancé depuis quelques années sur un projet de recherche doctorale en sciences sociales, sur la base de la géographie sociale et culturelle. Grâce à l'aide de mon directeur de thèse, le Pr émérite Guy FONTAINE, je tente d'appréhender dans quelles conditions et selon quelles modalités, la société civile mahoraise, en tant que communauté locale peut-elle être actrice entreprenante dans le processus du développement mis en œuvre chez elle à Mayotte, afin qu'elle maîtrise les mutations, mais ne pas les subir. Dans cette perspective qui peut sembler utopiste, j'avance petite à petit, et, ce faisant, je prends conscience de la complexité en la matière, s'agissant de l'emboîtement des questions liées aux espaces, aux territoires et aux sociétés. Les retombées qui en découlent de nos réflexions permettent de déployer d'expertises polyvalentes sur des questions de sociétés, notamment sur des thématiques aussi vaste que l'éducation, l'économie, le social, l'aménagement, des publics spécifiques "jeunesse", ainsi que sur des espaces comme village, commune, région, pays...

Mots-Clés: Mayotte tissu, associatif éducation, populaire développement construction participation société, civile.

*Intervenant

Contraintes et solutions pour le développement de la ville-palmeraie de Ouargla dans le Sahara septentrional algérien

Khaled Amrani * ¹

¹ Laboratoire Pacte territoires/Laboratoire Bioressources sahariennes – Université Kasdi Merbah Ouargla (ALGERIA) : codirection thèse – France

Jadis citadelle avec son ksar, ses palmeraies étagées et ses quelques 3000 âmes (1930), Ouargla est devenue aujourd'hui une grande ville de 160 000 habitants (2013). Cette densification est due à l'avènement du pétrole, facteur déclencheur ayant engendré une urbanisation de la ville. C'est à partir de 1927 qu'elle acquiert ce statut suite à la mission Carbillet pour l'installation des français en missions d'explorations. Cette nouvelle architecture marque une rupture avec les anciennes constructions en pisé au format " ksar ". L'exploitation des champs pétroliers après l'indépendance de l'Algérie en 1962 va augmenter l'attractivité de la ville. Le tissu urbain va s'étaler au fur et à mesure de l'arrivée massive d'habitants originaires du nord de l'Algérie en quête d'un emploi rémunérateur. Les infrastructures urbaines vont suivre avec la multiplication des chantiers de l'immobilier. L'agriculture va également changer de visage grâce à l'eau disponible en quantité phénoménale. Les projets d'agro-business fleurissent, mais le revers de cette situation sont les conséquences environnementales induites par la pression anthropique à savoir : la spéculation immobilière et la bétonisation de la palmeraie du Ksar, la salinisation des sols résultant de l'agriculture commerciale avec sa dépendance aux intrants et la pollution des sites naturels générée par les rejets. Ce constat soulève des interrogations au sujet de la pérennité des agrosystèmes traditionnels, caractérisés par leur diversité et leur savoir-faire adapté. Les programmes de réformes agraires qui se sont succédés depuis l'indépendance de l'Algérie, ont marginalisé les acquis locaux ce qui expliquerait le désintéressement observé au niveau de la palmeraie de Ouargla. Ce comportement émanant des institutions a provoqué une rupture des liens sociaux ayant poussé les acteurs économiques oasiens à agir dans l'informel. La spéculation, une résultante de l'informel, contribue à enfoncé la société dans une précarité où seuls quelques privilégiés tirent le maximum de profit. Il s'agit ainsi de proposer des solutions susceptibles d'endiguer le phénomène d'injustice sociale ressenti. Les projets fédérateurs autour d'intérêts communs nous paraissent capables de répondre à cette situation. C'est ce qui sera développé dans cette présentation.

Mots-Clés: Ouargla / Urbanisation / Agriculture moderne / Agriculture traditionnelle / Développement de l'espace / Préservation de l'environnement / Durabilité

*Intervenant

Développement rural et dynamique de la végétation dans le Haut Tell Friguien Occidental

Hamza Ayari * 1,2,3

¹ BICADE – Faculté des Sciences Humaines et Sociales de Tunis, Tunisie

² AYARI – Tunisie

³ GEOGRAPHY – Tunisie

IDÉE DOMINANTE :

Enclavée et sous-développée, le Haut Tell Friguien Occidental représente un terrain idéal pour l'étude des relations entre la population déshéritée et la forêt qui représente le meilleur indicateur de l'état d'écosystème montagneux qui font un sujet de conservation et de restauration à travers des travaux de défense et conservation des eaux et des sols dans le cadre de la politique du développement rural. Cette politique vise à améliorer les conditions et le niveau de vie de la population et leur cadre de vie. Dans cette thèse on a étudié les interventions pour le développement dans leurs aspects matériels pour faire le bilan de ses impacts sur la forêt.

PROBLÉMATIQUE ESSENTIELLE :

En plus de l'étude de la géographie de la région peu étudiée et de démontrer les aspects matériels du développement qui consistent d'une part à restaurer les milieux naturels dégradés à travers des travaux de conservation des eaux et des sols, en particulier à travers le reboisement, et de l'autre part à améliorer les conditions et le niveau de vie de la population, de ses activités, d'équiper et de désenclaver leur terrain, nous essayons de faire le bilan de toutes ces interventions et leurs impacts environnementaux.

L'étude détaillée de la végétation nous permet d'évaluer le rôle du développement dans l'amélioration des revenus de la population et par conséquent le niveau de son prélèvement des composantes du milieu local dans ce terrain montagneux en train de se désenclaver et d'adopter des modes d'exploitation et des pratiques agricoles moins liées à la forêt. Les interventions pour le développement rural ont-elles achevé ces objectifs? S'il y a un effort d'un développement au niveau de ces défis, est-ce qu'il y a une politique d'équipement-désenclavement qui permet de freiner l'exode rural? Quels sont ses impacts sur la redistribution spatiale de la population montagnarde/forestière? Cette dynamique spatiale de la population a-t-elle des impacts de la dynamique spatiale créés à ce niveau du développement sur la dynamique des aires de pression de la population? Y'a-t-il une corrélation entre ces dynamiques de la population et de ses activités avec les types des formations forestières actuelles?

MÉTHODOLOGIE UTILISÉE :

On a réalisé une étude détaillée de la végétation par différentes méthodes qui consistent à traiter les relevés de végétation et du milieu par la méthode classique de Braun-Blanquet appuyée par une analyse factorielle dans une première étape et de cartographier la végétation et analyser sa

*Intervenant

dynamique à partir d'une étude diachronique en utilisant différents documents cartographiques de base (cartes topographiques, couvertures aériennes et images satellitales de différentes missions). Ensuite on a étudié le développement des conditions et du niveau de vie de la population et sa dynamique à partir des enquêtes socio-économiques et des entretiens... Enfin on a étudié les liens entre l'état actuel de la végétation et les différents aspects du développement pour chercher les corrélations spatiales entre ces deux principaux thèmes de la thèse.

TERRAIN D'ÉTUDE :

Le Haut Tell Friguien Occidental située au nord ouest de la Tunisie sur la frontière avec l'Algérie.

Mots-Clés: Haut Tell, terrains montagneux, développement rural, reboisement, équipement, désenclavement, forêt méditerranéenne

La portée des diplômes universitaires marocains à l'épreuve du marché du travail : Analyse micro-économétrique du déclassement des lauréats de l'Enseignement Supérieur

Zainab Belgada * ¹, Saad El Ouardighi ¹

¹ Laboratory of Economic Analysis and Modeling (LEAM) – Rabat, Maroc, Maroc

Dans un contexte national, les jeunes sont de plus en plus nombreux à détenir un diplôme et leur niveau de scolarité est de plus en plus élevé. Au cours des dernières années, l'université marocaine a connu une croissance des effectifs des étudiants, en particulier après la mise en oeuvre en 2003 du système LMD, ce qui a entraîné l'accroissement du nombre de diplômés sur le marché du travail.

Cette augmentation de l'offre des lauréats a eu des effets négatifs sur leur insertion professionnelle se matérialisant parfois par un déclassement à l'embauche. D'où la nécessité d'étudier ce phénomène de manière plus fine afin de tirer des résultats qui peuvent aider à le comprendre et à mettre en place une stratégie d'amélioration de l'employabilité des lauréats du supérieur.

C'est dans ce cadre que s'inscrit le présent travail qui vise à éclairer de manière précise la relation Formation-Emploi, tout en identifiant les facteurs explicatifs de décalages entre l'emploi et la formation.

Mots-Clés: diplômes universitaires marché d'emploi, insertion professionnelle, déclassement à l'emploi

*Intervenant

Attractivité du territoire et dynamique des investissements directs étrangers dans la région FES-MEKNES

Fatimazohra Ben Hlima * ¹

¹ ERES (Etudes et Recherches Economiques et Sociales) – B.P 3102 Toulal Meknès, Maroc

Résumé:

Ce projet de recherche a pour objet de fournir une réflexion sur les fondements théoriques de l'attractivité territoriale des IDE et d'identifier les principaux déterminants d'attractivité au Maroc et spécialement à la région Fès Meknès.

Ainsi, La finalité de ce travail est de de montrer la relation étroite entre l'investissement étranger et l'attractivité territoriale, d'analyser les stratégies de localisation de l'investissement étranger, de préciser les mesures à prendre pour attirer les IDE et d'évaluer l'effet et l'impact des IDE industriels et spécialement le secteur automobile sur le développement économique, la compétitivité et la croissance de la région Fès-Meknès.

Mots-Clés: Investissement Direct Etranger, territoire, attractivité territoriale, développement régional.

*Intervenant

Innovations d'acteurs et décloisonnements des coopérations : quelle gouvernance pour une mobilité durable dans les zones périurbaines de montagne ?

Baptiste Bebin * 1

¹ Politiques publiques, ACtion politique, TErritoires (PACTE) – Université Pierre Mendès France - Grenoble 2, Université Joseph Fourier - Grenoble 1, Sciences Po Grenoble - Institut d'études politiques de Grenoble, Centre National de la Recherche Scientifique : UMR5194, Université Grenoble Alpes – Siège : IEP - BP 48 38040 Grenoble cedex 9, France

La déclinaison des principes du développement durable dans le champ de l'aménagement de l'espace implique une coordination entre urbanisme et transport plus aisée à mettre en œuvre en milieu urbain qu'en milieu périurbain ; si certains modèles urbains peuvent être adaptés, les modalités de cette adaptation restent toujours à établir en termes de gouvernance. Comment coordonner urbanisme et transport en milieu périurbain ? Selon quelles modalités innovantes ? Avec quelles parties prenantes ?

Mots-Clés: Urbanisme, Mobilité, Transport, Périurbain

*Intervenant

Volatilité et décision d'investissement : Analyse économétrique des cours boursiers

Manal Benbadallah * ¹, Manal Benabdallah

¹ Laboratoire d'études et de recherches économiques et sociales (Leres) – Fsjes Méknès, Maroc

Cette communication résume l'avancement de ma thèse depuis ma première inscription en 2016. Comme toute première année de doctorat, c'est une période d'exploration du thème et de moisson bibliographique. Un travail de recherche axé sur le marché des valeurs mobilières, couramment nommé de Bourse. L'objet de ce travail est de décrypter au mieux les mécanismes de fonctionnement de la BVC et en déduire les mouvements et co-mouvements en interne afin de proposer des algorithmes aidant à la prise de décision.

Cette thèse s'inscrit dans une réflexion positiviste hypothético déductive.

Mots-Clés: Volatilité, modèle économétrique, cours boursiers, bourse de valeurs de Casablanca

*Intervenant

Enjeux socio-écologiques, métabolisme territorial, création de richesse : application à la Vallée de la Maurienne

Michela Bevione * 1,2

¹ Inria Grenoble Rhône-Alpes – Institut National de Recherche en Informatique et en Automatique – 655 Avenue de l’Europe, 38330 Montbonnot-Saint-Martin, France

² Politiques publiques, ACtion politique, TErritoires (PACTE) – Université Pierre Mendès France - Grenoble 2, Université Joseph Fourier - Grenoble 1, Sciences Po Grenoble - Institut d’études politiques de Grenoble, Centre National de la Recherche Scientifique : UMR5194, Université Grenoble Alpes – Siège : IEP - BP 48 38040 Grenoble cedex 9, France

Ce travail de thèse, débuté en Octobre 2016, vise à analyser les enjeux socio-écologiques des activités humaines créatrices de richesse à travers le couplage des modèles quantitatifs pour l’analyse du métabolisme territorial et des approches qualitatives et socio-économiques. La vallée de la Maurienne, territoire montagnard situé dans le département de la Savoie (Auvergne-Rhône-Alpes, France), constitue le terrain d’application de la thèse, la filière agro-alimentaire étant l’activité créatrice de richesse principalement analysée dans cette étude.

Ce travail de recherche se situe dans le champ interdisciplinaire de l’écologie territoriale, qui vise à mieux comprendre les modalités d’interaction entre sociétés et environnement, en s’intéressant notamment à la relation entre la structuration des flux matériels et énergétiques et l’organisation sociale, politique et économique d’un système territorial (Madelrieux et al. 2017). L’écologie territoriale s’intéresse également à mieux saisir l’interdépendance à d’autres entités territoriales, en analysant l’internalisation ou l’externalisation des pressions environnementales liées aux activités humaines dans le périmètre étudié (Madelrieux et al., 2017). Malgré de récentes avancées, les approches quantitatives et biophysiques de l’écologie territoriale restent encore trop dissociées des approches qualitatives et socio-économiques du problème (Buclet 2015).

D’un point de vue quantitatif, les efforts de recherche portent sur la modélisation des flux de matière et d’énergie concernant la filière agro-alimentaire de la vallée de la Maurienne, et notamment la production laitière et fourragère destinée à la production du fromage AOC Beaufort, qui représente le principal débouché de la filière agro-alimentaire de la vallée (Plan Stratégique Agricole et de Développement Rural de Maurienne, 2011). Une attention particulière est dédiée à l’origine des ressources naturelles mobilisées et à la destination des produits et sous-produits de la filière pour la valorisation et commercialisation. Du côté qualitatif, le jeu d’acteurs est analysé en termes de relations de pouvoir, motivations à l’action et formes d’interaction, coordination et légitimité, en s’intéressant à la fois aux acteurs locaux et extraterritoriaux qui caractérisent cette filière. Les dimensions monétaires et immatérielles de la filière (flux informationnels, savoir-faire traditionnels, techniques maîtrisées et spécificités territoriales) font également partie de l’analyse. Les relations entre le sous-système agricole et les autres activités créatrices de richesse sont examinées, et notamment les interactions (positives, neutre ou négatives) avec le tourisme, le secteur résidentiel, industriel et hydroélectrique.

Les interactions entre flux et acteurs sont analysées en termes d’accroissement de la capacité territoriale. Cela se fait en analysant le degré d’autonomie du système territorial en tant que ” capacité des acteurs à maîtriser leur destin économique et social ” (Buclet, à paraître), à la

*Intervenant

fois en s'intéressant à la viabilité écologique des activités créatrices de richesse et à leur impact sur le potentiel de ressources à disposition des acteurs. L'objectif de la thèse est finalement de fournir une meilleure compréhension des chemins de transition territoriale à la durabilité et de la résilience du système territoire face à des facteurs de perturbation qui peuvent en menacer la pérennité (ex. : changement climatique, crises socio-économiques internes ou externes). Un effort particulier est porté sur la transposabilité de la méthodologie déployée à d'autres territoires d'échelle infrarégionale ou départementale. Bibliographie :

Madelrieux S., Buclet N., Lescoat P., Moraine M., (2017). Écologie et économie des interactions entre filières agricoles et territoire : quels concepts et cadre d'analyse ?. Cahiers Agricultures, EDP Sciences, 26 (2)

Buclet N., Barles S., Cerceau J., Herbelin A., (2015). L'écologie territoriale entre analyse de métabolisme et jeux d'acteurs : un enjeu méthodologique et un enjeu de politiques publiques. In N. Buclet (dir.), Essai d'écologie territoriale : l'exemple d'Aussois en Savoie. Paris. CNRS Editions, 13-45.

Buclet, Urbia, 2018 à paraître. Ecologie territoriale : la richesse des interactions entre flux et acteurs à travers l'exemple du Beaufort, Urbia.

Le Plan Stratégique Agricole et de Développement Rural de Maurienne, Chambre d'Agriculture de Savoie, Avril 2011

Mots-Clés: écologie territoriale, métabolisme territoriale, analyse de flux de matière et d'énergie, analyse de cycle de vie, analyse du jeu d'acteurs, vallée de la Maurienne

La logistique des commerces alimentaires des villes. Une analyse des déterminants par la diversité urbaine et commerciale.

Véréna Bourbia * ¹

¹ Systèmes Productifs, Logistique, Organisation des Transports et Travail (IFSTTAR/AME/SPLOTT)
– Institut français des sciences et technologies des transports, de l'aménagement et des réseaux,
Communauté Université Paris-Est – 14-20 Boulevard Newton - Cité Descartes, Champs sur Marne -
F-77447 Marne la Vallée Cedex 2, France

En ville, l'approvisionnement du commerce de détail représente un tiers des livraisons et des enlèvements (Gerardin et al., 2000). Bien que le transport de marchandises ait longtemps été dissocié de la logistique dans les recherches, l'intégration croissante des compétences logistiques au sein des entreprises renouvelle l'approche et rend nécessaire leur étude conjointe (Hesse, Rodrigue, 2004). De ce fait, l'optimisation du transport de marchandises appelle nécessairement la compréhension des déterminants, à la fois urbains et commerciaux, des organisations logistiques. À ce titre, cette recherche s'intéresse à la logistique du commerce alimentaire dont les mutations récentes laissent entrevoir une recomposition spatiale et structurelle des flux logistiques : nouvelles centralités commerciales au profit de la zone dense (Capo, Chanut, 2012 ; Moati, 2016), réduction des intermédiaires (Chiffolleau, Prévost, 2012) et de la distance (Praly et al., 2014) dans la chaîne d'approvisionnement. S'appuyant sur la méthode de l'Enquête Transport de Marchandises en Ville (TMV), cette recherche met en évidence la nécessité d'intégrer la diversité urbaine et commerciale dans l'analyse logistique, dans le but d'identifier les variabilités des flux logistiques en fonction des villes. Ainsi, quel rôle jouent les caractéristiques urbaines sur la logistique des commerces alimentaires ? L'objet de cette communication est d'analyser et de catégoriser la logistique des commerces alimentaires de villes pour discuter d'une première typologie de villes aux profils logistiques différenciés. La méthode consiste, dans un premier temps, à identifier des catégories de commerces à la logistique différenciée en s'appuyant sur la littérature relative aux déterminants logistiques en géographie du commerce et en sciences de gestion. Trois variables sont choisies, pour leur impact supposé sur les flux physiques et informationnels : la stratégie commerciale des établissements, leur surface commerciale et leur appartenance (ou non) à un réseau. Dans un second temps, trois unités urbaines de la région Hauts-de-France (Douai-Lens, Dunkerque et Valenciennes) ont été sélectionnées pour tester la pertinence de ces catégories, en s'appuyant sur le répertoire SIRENE de l'INSEE. Les premières analyses de répartition de ces catégories dans les unités urbaines mettent en évidence des variabilités d'une unité urbaine à l'autre, impliquant ainsi des pratiques logistiques différentes en termes de zones réceptrices des flux, de plateforme émettrice (centrale d'achat, grossiste, etc.) et de mode d'organisation du transport (trace directe, tournée). Ces variabilités questionnent les caractéristiques urbaines influençant le tissu commercial et la logistique.

Mots-Clés: logistique urbaine, commerce alimentaire, ville, Hauts de France

*Intervenant

Évaluation socio-économique et environnementale prospective d'un service de transport à la demande assuré par une flotte de voitures autonomes

Lucile Buisson * 1

¹ Laboratoire Aménagement Économie Transports (LAET) – Université Lumière - Lyon 2, Ecole Nationale des Travaux Publics de l'Etat, Centre National de la Recherche Scientifique : UMR5593 – 3, rue Maurice Audin, 69518 Vaulx en Velin, France

Le système de transport tel que nous le connaissons actuellement, dépeint comme basé sur le transport routier terrestre (*road-based land transport*) (Nykvist et Whitmarsh, 2007) ou comme celui de l' "automobilité" (*automobility*) (Urry, 2004) génère de nombreuses nuisances. Les plus souvent évaluées sont : la pollution locale, les gaz à effet de serre, le bruit et l'insécurité routière, mais de nombreuses autres peuvent être répertoriées : congestion, effet de coupure, consommation d'espace, effets sur les paysages, vibrations, consommation d'énergies fossiles, etc. (Héran, 2011). Malgré que certains travaux soutiennent la fin de l'hégémonie du transport automobile ou *peak car* (Lyons et Goodwin, 2014 ; Grimal, 2015), l'évolution de l'usage et de la possession automobile reste relativement peu déterminée (Chen et al., 2014 ; Sivak et Schoettle, 2012), certains affirmant que ces changements ne concernent que certains groupes socio-économiques dans des zones géographiques spécifiques (Manderscheid, 2014). Le système d'automobilité paraît donc peu enclin au changement radical (Geels et Kemp, 2012). Plus globalement, les mesures politiques prises en matière de transport et les améliorations techniques des véhicules n'ont pas permis de réellement adresser ces problèmes (Nykvist et Whitmarsh, 2007). C'est ainsi que Elzen et al. (2004) et Kenp et Rotmans (2004) mettent en avant la nécessité de changements technologiques et institutionnels associés pour une reconfiguration du système permettant l'atteinte des objectifs de durabilité.

La voiture autonome, en tant qu'innovation radicale, peut amener à un nouveau système sociotechnique (Geels, 2005), soit un changement fondamental dans la manière dont les besoins sociétaux sont assurés (De Haan et Rotmans, 2011), la mobilité constitue une des sphères, liées à d'autres, de ces besoins.

De nombreux rapports médiatiques, issus de cabinet de consultants ou encore scientifiques mettent en avant les nombreux bénéfices[1] de l'automatisation de conduite. Ces bénéfices adressent divers niveaux et éléments de celle-ci (performance intrinsèque, nouveaux usages, optimisation du trafic via la connectivité, etc.) qui semblent faire partie de sa genèse (Fraedrich et al., 2015). Ainsi, quand il s'agit d'anticiper les conséquences de l'introduction de cet artefact technologique dans le système de transports et les systèmes attenants, différentes hypothèses annexes à la technologie se doivent d'être exposées et traitées.

C'est ainsi que notre recherche a pour objectif d'analyser et d'évaluer la potentielle contribution de cette innovation sous la forme d'un service de transport à la transformation du système de transport vers un système plus durable. La question réside donc aussi bien dans la manière

*Intervenant

d'adresser les conséquences d'une innovation technologique dans le cas des transports urbains que dans la description de celles-ci.

Alors que l'intérêt de la question des externalités négatives des transports en milieu urbain naît de la multiplication des accidents liée à l'essor de l'automobile (Héran, 2011), la pratique de l'évaluation s'inscrit davantage dans un contexte de raréfaction des finances publiques (Mougenot, 2017) et donnent lieu au développement de diverses méthodes, principalement : Analyse des Investissements Privés (AIP), Analyse Coût Efficacité (ACE), Analyse des Effets Economiques (AEE), Analyse Mutli-Critères (AMC) et la plus utilisée d'entre elles l'Analyse Coûts-Avantages (ACA). Les résultats de l'évaluation sont avant tout considérés comme une aide à la décision, au-delà de l'indentification d'une solution optimale (Cucu, 2012).

Ces méthodes d'évaluation présentent chacune des avantages et inconvénients, que nous ne détaillerons pas ici. Nous nous attarderons simplement sur un point spécifique dans le cadre de notre recherche. Il s'agit de la nécessité du développement de la dimension prospective de l'évaluation, qui nous semble actuellement trop réduite pour adresser un nouveau service de transport susceptible de modifier profondément le système actuel.

Nous proposons donc de combiner à une démarche évaluative un module de prospective qui s'appuiera sur les travaux de Godet et Roubelat (1996) et sur le paradigme de Multi Level Perspective (MLP) développé par Geels. Il en va également de l'interaction entre construction de scénarios et évaluation, les informations contenues dans les premiers devant permettre une évaluation dans les termes de la pratique de l'évaluation " durable ", soit investir les dimensions environnementales, sociales et économiques ainsi que les relations entre elles, mais permettent de traiter des impacts plus largement, notamment des modifications d'ordre institutionnelle et culturelle.

Les données nous permettant de construire nos scénarios sont d'ordre qualitatif et quantitatif, et se concentrent sur un terrain particulier : la Métropole de Rouen, qui accueille, sur le campus du Madrillet, une expérimentation d'un service de transport à la demande assuré par des véhicules autonomes, impliquant des acteurs publics et privés.

A titre d'exemple : sécurité routière (Fagnant et Kockelman, 2015; Hayes, 2011), amélioration du système de transport (Martinez et Crist, 2015; Barth and Boriboonsomsin, 2008), augmentation de la capacité routière (Shal Dover, 2012; Begg, 2015), réduction de l'émission de gaz à effet de serre (Greenblatt and Saxena, 2015; Bischoff and Maciejewski, 2016; Atiyeh, 2012), équité sociale (Alessandrini et al., 2013; Anderson et al., 2014) ou encore redéveloppement urbain (Sadfie, 1998)

Mots-Clés: évaluation, durabilité, innovation, transport, véhicule autonome

Une Contribution à l'évaluation de l'impact de la politique douanière sur la performance des entreprises exportatrices au Maroc : cas de l'industrie automobile

Anas Chekrouni * ¹

¹ Laboratoire des Études et Recherches Économiques et Sociales ((LERES)) – Centre d'Études Doctorales : Droit, Économie et Gestion Faculté des Sciences juridiques Économiques et sociales, Meknès, Maroc

A l'instar des autres pays en développement et suite à son adoption du Programme d'ajustement structurelle (PAS) au début des années quatre-vingt et à son adhésion au GATT en 1987 et à l'OMC en 1995, le Maroc est devenu l'un des pays précurseurs en Afrique et dans le monde Arabe à avoir opté pour la libéralisation de son économie et de ses échanges. Cette politique de libéralisation s'est renforcée par l'adoption d'une nouvelle génération de réformes volontaristes, qui a porté principalement sur l'élimination des mesures tarifaires et non tarifaires via la conclusion d'une série d'accords de libre-échange, aussi bien multilatéraux que bilatéraux. Objectifs principal, réussir son intégration dans l'économie mondiale et régionale. Cette ouverture, n'est plus valable sans une politique douanière efficace, qui peut être définie, comme étant l'ensemble de mesures prises par les pouvoirs publics en vue d'une part, de protéger, ce que l'on peut appeler, l'espace économique national et d'autre part, de promouvoir le commerce extérieur du pays, tout en tenant compte du mode d'articulation des relations économiques internationales. Notre recherche se veut un éclairage sur l'évaluation de l'impact de la politique douanière marocaine sur la performance des entreprises exportatrices. Pour plus de précision, notre contribution se trouve dans une logique de promotion d'exportation et non une logique tarifaire qui traite le rendement fiscal douanier et son impact sur la finance publique. En ce qui concerne le secteur choisi, L'analyse structurelle des exportations du Maroc révèle que ces dernières se sont inscrites dans un processus de transformation significative à la faveur de nouveaux secteurs émergents à forte valeur ajoutée. Notamment l'aéronautique et l'automobile. L'industrie automobile marocaine s'est hissée à des niveaux de croissance soutenus au cours des dix dernières années. Sa performance est particulièrement remarquable à l'export. Le secteur automobile est, depuis 2014, le premier poste à l'export du Maroc avec 24.4% des exportations en 2016, devant le secteur agricole et le phosphate. Ainsi, les dernières statistiques de l'office des changes confirment la place de ce secteur en tant que leader des exportations avec plus de 35.5 milliards de dirhams durant les huit premiers mois de l'année 2017. Ce constat, nous pousse à concentrer notre étude empirique à ce secteur, afin d'accompagner cette nouvelle orientation de l'industrie marocaine vers les nouveaux métiers mondiaux.

Mots-Clés: Politique douanière, politique industrielle, performance à l'export, écosystème automobile

*Intervenant

Analyse des dynamiques de territorialisation, application à des collectivités de taille moyenne

Estelle Carlier * ¹

¹ Architecture, Environnement Cultures constructives (AECC) – Ecole Nationale Supérieure d'Architecture de Grenoble, Université Grenoble Alpes – 60 avenue de Constantine, BP 2636, 38036 Grenoble cedex 2, France

La territorialisation des politiques publique semble de plus en plus présente dans un contexte de restructuration permanente de la carte territoriale en France, dont les lois de décentralisation successives ont posés les jalons. Elle fait écho à la multiplication des initiatives collectives émanant de la société civile, à la recherche de nouvelles manières de penser et d'habiter leurs territoires.

Dans ce sens, la territorialisation sera ici définie comme l'ensemble des pratiques que les instances publiques ou les organisations collectives utilisent pour découper leur action en entités plus petites et les associer. Les dynamiques de territorialisation interrogent donc à plusieurs niveaux, d'une part les politiques publiques à propos des dispositifs qu'elles mettent en place sur les territoires, et d'autre part les collectifs en lien avec la société civile, dans leurs capacités à créer de nouvelles territorialités en relation ou non avec ces politiques. L'enjeu de la recherche se trouvera à l'intersection de ces pratiques, dans l'analyse de leurs interactions (ou l'absence de celles-ci) dans leur contextualisation spatiale.

Une première hypothèse de recherche consiste à penser que la territorialisation, en mettant en œuvre de la transversalité, en diversifiant les acteurs et en s'inscrivant dans une démarche de co-construction et/ou de projet, aurait pour vocation de connecter les collectivités à des collectifs. Une seconde hypothèse repose sur l'idée que cette connexion n'est possible que si les collectivités et collectifs se rendent capables d'opérer des transformations, réciproquement, l'un sur l'autre.

Les terrains étudiés se placeront à l'échelle dite "intermédiaire" (qualification renvoyant à ce que les acteurs de l'aménagement du territoire nomment ainsi) entre le local et le régional, à savoir l'échelle départementale, tout en dialoguant avec d'autres collectivités territoriales tel que les Établissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI) par exemple. L'enjeu de l'enquête de terrain sera de trouver les collectifs qui participent de cette territorialisation.

Cette communication présentera ainsi les premiers positionnements de la thèse qui s'inscrit de manière générale dans le champ des sciences territoriales, et qui mettra en œuvre une approche spatiale des théories de l'action, des interactions et de la construction de l'action collective. Elle aura pour objet d'interroger les conditions nécessaires pour que cette territorialisation parvienne à une certaine efficacité en privilégiant une approche par le développement territorial et l'habitabilité.

Mots-Clés: Territorialisation, Politiques publiques, actions collectives, Territorialités

*Intervenant

Exploration des potentiels et des pratiques de mobilité quotidienne à travers le concept d'espace de vie.

Paolo Chevalier * 1,2

¹ Laboratoire Ville, Mobilité, Transport (LVMT) – Institut français des sciences et technologies des transports, de l'aménagement et des réseaux : UMRT9403, Université Paris-Est Marne-la-Vallée, Ecole des Ponts ParisTech – 6 et 8 avenue Blaise Pascal - Cité Descartes, Champs sur Marne - F-77447 Marne la Vallée Cedex 2, France

² Centre d'Estudis Demogràfics (CED) – Carrer de Ca n'Altayó, Edifici E2. Universitat Autònoma de Barcelona. 08193 Bellaterra, Espagne

Cette réponse s'inscrit dans le cadre d'une thèse en cotutelle (en démographie et en aménagement du territoire) consacrée à la question du rôle de la mobilité quotidienne (entendue comme l'ensemble des déplacements réalisés par des personnes afin d'accomplir leurs activités habituelles) comme variable d'ajustement à l'égard de décisions relatives à la localisation du logement ou de l'emploi. Cette thèse se focalise sur des populations actives pauvres, *a priori* très contraintes en matière de choix du lieu de résidence ou d'emploi, et qui, au moment de l'enquête, ont de très longues durées de déplacements domicile-travail (plus de deux heures par jour). Elle s'appuie sur une comparaison entre les métropoles de Marseille et de Barcelone. L'ambition est de questionner à la fois les conditions d'adaptation de ces personnes à ces déplacements fortement contraints et les conséquences de ces contraintes en termes de relation à l'espace de vie de ces individus, mais également, dans une perspective longitudinale, la manière dont les aptitudes et les pratiques de mobilité quotidienne ont interagi, au cours du cycle de vie, avec les événements familiaux, professionnels et résidentiels.

L'un des outils méthodologiques à notre disposition pour observer, comprendre et analyser le choix résidentiel et la mobilité quotidienne de ces individus est " l'espace de vie ". Ce concept hérité de la géographie est utilisé de façon empirique en démographie (Bertrand et al., 2003). Celui-ci permet de réunir " l'ensemble des lieux avec lesquels un individu est en relation au cours de sa vie " (Lelièvre, Robette, 2010, p. 208). Parfois, le glissement d'un concept d'une discipline à une autre peut provoquer une perte dans la richesse d'analyse qu'il peut offrir. Ainsi, pour ne pas altérer les dimensions sociales et subjectives de l'espace vécu décrivent successivement par Frémont, Chevalier ou encore plus tard par Di Méo, le démographe Courgeau propose la synthèse suivante lors d'un colloque sur le thème de l'espace vécu organisé à l'Université de Caen 1976 : " l'espace de vie est la portion d'espace où l'individu effectue ses activités. Cette notion englobe non seulement les lieux de passage et de séjour, mais également tous les autres lieux avec lesquels l'individu est en rapport " c'est-à-dire le logement, le lieux de travail, les résidences de la famille et de l'entourage, etc. (Chevalier, 1974 ; Frémont, 1979 ; Courgeau, 1988 ; Di Méo, 1990).

Dans notre recherche, ce concept nous donne donc pour objectif d'effectuer le recensement le plus exhaustif possible des lieux visités par l'individu et aussi, de renseigner la relation entretenue par l'individu avec ces/ses lieux. Dès son introduction, Courgeau concédait que le caractère extensif de cette définition rendait le concept pratiquement impossible à appliquer dans le cadre de

*Intervenant

travaux empiriques. Pourtant, de nouveaux outils permettent de s'approcher un peu plus d'une connaissance approfondie de cet espace de vie. Dans notre travail, cet espace de vie est alors observable sous deux angles: une observation transversale, très fine, de l'ensemble des lieux où se déplace l'individu au moment de l'enquête et une observation longitudinale de l'espace de vie des individus c'est-à-dire une synthèse de l'ensemble des différents lieux fréquentés par l'individu tout au long de sa vie.

Pour mettre en pratique cette recherche interdisciplinaire, une première étape consiste à suivre pendant une semaine l'ensemble des déplacements effectués par un individu. Ce suivi est possible grâce au prêt d'un smartphone dans lequel l'application Modalyzer est installée. L'utilisation de cette application facilite l'obtention des différents modes de transport utilisés, des temporalités des déplacements et des lieux d'arrêts qui composent une journée ainsi que leurs localisations . Ainsi, ce recueil de données géolocalisées permet la cartographie d'une première représentation spatiale et temporelle de l'espace de vie des individus. Celle-ci va alors servir de base pour des entretiens semi-directifs. En effet, pour compléter cette première approximation de l'espace de vie, les entretiens offrent la possibilité d'ajouter des lieux qui n'ont pas été visités lors de la semaine du suivi (localisation de l'entourage, supermarchés, etc.) et surtout ils apportent la subjectivité de l'individu nécessaire pour donner du sens aux lieux d'arrêts et aux trajectoires empruntées lors de cette semaine d'observation et aussi, pour comprendre la perception et l'appropriation de l'espace que les individus parcourent et des lieux qu'ils fréquentent.

Ensuite, ces entretiens sont poursuivis pour compléter l'espace de vie et son évolution tout au long de la vie. En effet, l'intérêt d'introduire la notion d'*espace de vie* en démographie tient en particulier à ce qu'elle intègre dans sa signification un ensemble de lieux qui sont à la fois traces de mobilités passées (lieux d'origine et lieux de l'enfance) et trames de mobilités futures (résidences secondaires, lieux de résidence de la famille) (Imbert, 2005). C'est l'évolution de cette configuration que le démographe cherche alors à décrire, dans une approche biographique (Courgeau, Lelièvre, 1996). Ce sont donc l'utilisation de matrices biographiques qui facilite la relevée des principaux événements survenus au cours du parcours de vie, en les situant dans le temps et dans l'espace. Il s'agit, à partir de la reconstitution des trajectoires familiales, résidentielles et professionnelles, d'analyser les éléments de congruence entre ces trajectoires et l'espace vécu observé actuellement. De plus, ce recensement offre, dans un dernier module de ces matrices biographiques, d'évoquer la relation à cet espace de vie reconstruit selon les différents cycles de vie traversés.

Cette communication propose d'explorer, à travers la sociologie, la démographie et la géographie sociale, l'articulation et l'influence des évolutions de l'espace de vie tout au long de la vie pour comprendre les potentiels et les aptitudes de mobilités actuelles d'actifs pauvres et plus globalement d'observer leur appropriation de l'espace.

Mots-Clés: Espace de vie, Pratiques de Mobilité Quotidienne, Mobilité Résidentielle

Pratiques de gouvernance et innovation dans les clusters au Maroc : cas de la région Fès-Meknès

Amine Didi Hassane * ¹

¹ Université Sidi Mohamed Ben Abdellah (MOROCCO) (FSJES USMBA) – Faculté des Sciences Juridiques, Economiques et Sociales, B.P. 42 A DharMehrez, Fès, Maroc

La gouvernance des clusters est un processus de construction de valeurs partagées entre des acteurs hétérogènes et géographiquement proches. Les spécificités des clusters font ressortir l'importance de la gouvernance en tant que structure de régulation qui veille à instaurer une dynamique collaborative et à converger les objectifs des acteurs afin d'aboutir à une performance à l'échelle du cluster. Les études récentes accordent un intérêt grandissant à la gouvernance en tant que processus visant à faciliter les capacités d'interaction, l'acquisition et l'allocation de ressources financières, à renforcer la coopération, l'échange et le transfert des connaissances, et le développement de l'innovation dans les clusters. Quelles sont donc les pratiques qui doivent être mobilisées par la structure de gouvernance, afin de mettre en place un environnement favorable au soutien de l'innovation ?

Mots-Clés: Gouvernance, Innovation, Clusters, Performance

*Intervenant

Analyse de la contribution des entreprises agroalimentaires dans le développement territorial durable : cas de région Fès-Meknès

Hind Diki * ¹

¹ Laboratoire d'études et recherches économiques et sociales (LERES) – Maroc

Avec les mutations du territoire, les politiques territoriales se sont inscrites dans l'avènement d'un développement territorial durable. Qui constitue une construction d'acteurs visant une trajectoire particulière intégrant notamment l'évolution conjointe des systèmes économiques, sociaux, environnementaux et institutionnels. Le développement territorial durable devient un enjeu majeur pour les collectivités locales puisqu'il contribue à l'attractivité des territoires et constitue un avantage concurrentiel pour les collectivités. Ainsi, les entreprises s'engagent de plus en plus en faveur du développement durable des territoires où elles sont implantées, répondant ainsi aux attentes croissantes de leurs différentes parties prenantes mais également à de très forts enjeux stratégiques. Dans ce contexte, notre recherche se focalise sur le degré d'implication et de contribution des entreprises agroalimentaires dans le développement territorial durable de la région Fès-Meknès.

Mots-Clés: Entreprises agroalimentaires, territoire, développement durable, développement territorial durable, Région Fès, Meknès.

*Intervenant

Entre volonté transformatrice et isomorphisme institutionnel, de la capacité des territoires à trouver un sens commun à leur habitabilité : une approche par l'étude du processus de création d'un laboratoire récréatif à Belle Ile en Mer

Christophe Durand * ¹

¹ Politiques publiques, ACtion politique, TErritoires (PACTE) – Université Pierre Mendès France - Grenoble 2, Université Joseph Fourier - Grenoble 1, Sciences Po Grenoble - Institut d'études politiques de Grenoble, Centre National de la Recherche Scientifique : UMR5194, Université Grenoble Alpes – Siège : IEP - BP 48 38040 Grenoble cedex 9, France

Engagé dans un rythme insensé auquel il est contraint et s'astreint, l'homo economicus du 21ème siècle s'est petit à petit éloigné de son espace vécu. Pourtant, le quotidien de l'homme moderne n'est plus rythmé uniquement par le travail. Pour faire face à nos modes de vie sédentaires, de malbouffe et surtout de stress quotidien dans lequel nous nous enfermons de plus en plus, la pratique du sport entretien-détente et celle du sport de nature semble depuis une dizaine d'année s'imposer comme un remède efficace. Un phénomène poussé par les politiques de santé publiques, le développement de nouvelles pratiques sportives et l'accroissement de la présence médiatique du sport.

Au-delà de l'efficacité sanitaire de la pratique du sport dans sa capacité à traiter les maux de l'âme sans médicaments, l'écologie corporelle et culturelle peut-elle être une des solutions réalistes dans la recherche d'un bien être personnel et collectif, favorisant alors une réappropriation politique de l'habitabilité de son territoire, dans le cadre d'une transition sociétale qui s'affirme ? Autrement énoncé, la problématique que nous soulevons alors est de comprendre comment les pratiques récréatives seraient susceptibles de participer à l'habitabilité de l'espace vécu.

Trois hypothèses guideront notre recherche :

- 1) L'habitabilité de l'espace vécu dépendrait de la relation qu'entreprendrait l'individu avec son environnement.
- 2) Les pratiques récréatives seraient génératrices d'un habité récréatif favorable au renforcement d'un bien vivre ensemble, au renforcement de la cohésion sociale de l'espace vécu.
- 3) Dans cette cohésion retrouvée et dans le cadre d'une transition sociétale qui s'affirme, l'individu aurait la possibilité de retrouver une place au sein du débat démocratique concernant la territorialité de son espace vécu.

Pour cela, j'ai choisi le prisme de la géographie socioculturelle, pour chercher à rendre compte du rôle de l'espace dans l'émergence de l'identité d'un individu, par une approche phénoménologique,

*Intervenant

basée sur l'observation de l'habitabilité portée par le sensible.

Concernant la méthodologie retenue, celle-ci consiste-en une approche immersive d'un espace ilien, et plus particulièrement Belle Ile en Mer, par une participation observante et une objectivation participante des pratiques récréatives (pratiques quotidiennes de l'espace pratiques qui font appel au sensible, et à l'imaginaire).

Lors de ma communication, je souhaite aborder dans un premier temps l'approche immersive que j'ai engagé pour la réalisation de ma thèse et qui correspond à la fois à mon statut d'étudiant salarié, quinquagénaire, sans financements dédiés (c'est aussi un choix), éloigné de son terrain d'étude, avec une sensibilité particulière à l'espace ilien et à l'iléité.

J'aborderai les notions d'habitabilité, d'espaces, avec une focale sur l'espace vécu. L'approche de l'habitabilité portée par le sensible sera présentée sous l'action de l'individu en tant qu'acteur principal de l'habitabilité " par l'expérientiel, par le corps qui est l'expression de sa sensibilité et l'interface qui le relie à l'espace en général et à l'espace vécu en particulier. L'individu en quête d'un lieu qui soit le reflet de son " je ", souhaitant développer son écoumène et habiter son environnement en poète.

Je souhaiterai évoquer l'importance des pratiques récréatives, et plus particulièrement celles issue de la culture " transmoderne " dans la construction des identités, dans l'éclosion d'une habitabilité récréative, dans leurs capacité de création de territorialité, de liens et de cohésion sociale, tant mis à mal dans notre société hypermoderne.

Enfin, les laboratoires récréatifs pourront être abordés comme la construction d'une référence citoyenne, habitante, commune dans l'élaboration d'un projet de territoire autorisant alors une reconfiguration de la conception de l'action publique.

Mots-Clés: Habitabilité, Individu, Espace, Territoire, Pratiques Récréatives, Transmodernité, Gouvernance, Belle Ile en Mer

Processus d'écologisation de la pratique des paysagistes-concepteurs : démarches et compétences d'une profession œuvrant avec le vivant humain et non humain

Brice Dacheux-Auzière * ¹

¹ Laboratoire de Recherche de l'Ecole Nationale Supérieure du Paysage (LAREP) – ENSP – 10 rue du Maréchal Joffre 78000 Versailles, France

Au cours des années 1990, des travaux conduits dans le domaine de l'ethno-sociologie (Dubost, 2010) paraissent montrer que les paysagistes s'inscrivent dans le courant de pensée de l'écologie urbaine (Dubost et Lizet, 2003) et cela au regard des procédés écobioécologiques générés par l'art et la technique paysagiste (Donadieu, 1998). Plus récemment, une recherche écologique faisant état d'une synthèse sur la végétation du jardin de l'ENS de Lyon indique clairement que les savoirs et les savoir-faire en matière de conception puis de gestion sont des facteurs permettant d'expliquer l'évolution de la biodiversité urbaine tout autant légitimes que les processus biophysiques (Arnould, 2012). Ces recherches ne suffisent toutefois pas à dresser un état des lieux des effets de la progression des enjeux de la préservation du vivant auprès des paysagistes. En effet, des travaux d'écologie urbaine précisent qu'il reste du chemin à parcourir afin de "*concilier des projets esthétiques et originaux avec des exigences écologiques*" lesquelles se situent autour du fonctionnement et de la durabilité des écosystèmes urbains (Morin et al. 2016). Il est donc intéressant de se demander quel est l'état des lieux de l'écologisation - au sens de la prise en compte des exigences environnementales et écologiques (Mormont, 2013) - de la pratique des paysagistes-concepteurs depuis ces 50 dernières années, en somme depuis que cette profession s'est imposée dans l'aménagement des villes. Cela invite à mettre à jour les démarches et les compétences qu'ils mobilisent et/ou ont acquis au long cours pour intégrer le vivant humain et non humain dans l'espace. Dans le cadre de ces doctorales il est donc proposé de présenter les résultats saillants de cette recherche.

Mots-Clés: écologisation, pratique, paysagiste, compétence, vivant

*Intervenant

Gouvernance territoriale de la biodiversité dans les espaces agricoles : les apports d'une approche socio-écosystémique à la géographie

Julie Delclaux ^{*† 1,2}, Philippe Fleury ^{1,2}

¹ ISARA-LYON (ISARA-LYON) – ISARA-Lyon – AGRAPOLE-ISARA-Lyon 23, rue Jean Baldassini
69364 Lyon cedex 07, France

² Laboratoire d'études Rurales (LER) – Université Lumière - Lyon 2 : EA3728 – France

En 1992, avec la Conférence de Rio et le néologisme *biodiversité* en 1986, les politiques de conservation de la nature vont prendre un nouvel élan. De nombreux outils sont créés, et parmi ceux relatifs à l'espace, certains insèrent la biodiversité au sein des territoires par une entrée aménagement. Dans cette optique, en France, le Grenelle de l'Environnement en 2007, lance la Trame Verte et Bleue (TVB), politique d'aménagement visant à assurer les continuités et les proximités entre les milieux naturels pour permettre aux écosystèmes de fonctionner. Cet outil intègre tout aussi bien les milieux naturels que ceux anthropisés, qu'ils soient urbains ou agricoles.

Ce nouveau contexte d'action publique, qui inclut la conservation de la biodiversité dans une politique d'aménagement, amène de nombreuses interrogations : comment la gouvernance de la biodiversité se met-elle en place à cette échelle territoriale ? Comment s'intègre-t-elle dans des espaces dont l'occupation du sol est fortement marquée par une agriculture intensive ?

Avec trois études de cas, nous utilisons pour l'analyse, des observations participantes, des entretiens semi-directifs, des analyses documentaires et des groupes de travail. Ces études de cas concernent des plaines anthropisées à forte occupation agricole : la plaine de Valence, la plaine du Forez et celle de Bièvre-Valloire en région Auvergne-Rhône-Alpes. Nous considérons ces espaces comme des *socio-écosystèmes* (Ostrom, 2009), c'est-à-dire des systèmes complexes où les dynamiques sociales et écologiques sont liées.

Dans cette présentation j'associerai une dimension théorique à une dimension opérationnelle. Tout d'abord je présenterai et je discuterai le cadre d'analyse que j'ai construit en m'appuyant sur le concept de socio-écosystème. Ce cadre permet de considérer simultanément dynamiques sociales et écologiques et l'ambition de ma thèse est de montrer en quoi cette lecture globale permet d'aborder de façon renouvelée les formes de gouvernance de la biodiversité dans les territoires. Face aux nouvelles interrogations posées par l'émergence des questions de biodiversité dans les politiques d'aménagement et de développement territorial, nous verrons en quoi cette approche peut contribuer à enrichir les cadres de la géographie, et développer une géographie de la conservation (Mathevet and Godet, 2015).

Du point de vue opérationnel je développerai ensuite un exemple concernant les premiers résultats du territoire de Bièvre-Valloire. Nous avons ainsi remarqué que la démarche contractuelle de la TVB souhaite accompagner les acteurs locaux, mais parmi eux, ceux du monde agricole ne sont que peu présents. Cependant, il ne s'agit pas ici d'une relation de confrontation entre

*Intervenant

†Auteur correspondant: jdelclaux@isara.fr

agriculture et biodiversité, différents acteurs considérant que le maintien d'une certaine activité agricole a des effets positifs sur la faune et la flore. De plus, la plaine de Bièvre possède un fort enjeu de pollution aux nitrates de ses eaux souterraines, enjeu qui se retrouve au niveau institutionnel. Ainsi dans la mise en œuvre de la TVB, l'intérêt collectif et partagé autour de l'eau profite aux actions en faveur de la biodiversité.

Ces premiers résultats invitent donc à poursuivre la réflexion sur la relation entre les espaces agricoles et la conservation de la biodiversité, notamment sur les modalités d'une meilleure gouvernance territoriale.

Mathevet, R., Godet, L. (Eds.), 2015. *Pour une géographie de la conservation : biodiversités, natures et sociétés*, Colloques & Rencontres. L'Harmattan, Paris.

Ostrom, E., 2009. *A General Framework for Analyzing Sustainability of Social-Ecological Systems*. *Science* 325, 419–422. <https://doi.org/10.1126/science.1172133>

Mots-Clés: Gouvernance, Socioécosystème, Biodiversité, Trame Verte et Bleue, Agriculture

Construire l'hospitalité territoriale dans les Nouvelles Ruralités. Habitabilité et attractivité des centres-bourgs

Clémence Dupuis * 1,2

¹ AECC - ENSAG – Romai – France

² Architecture, Environnement Cultures constructives (AECC) – Ecole Nationale Supérieure d'Architecture de Grenoble, Ministère de la Culture et de la Communication, pas de tutelle – 60 avenue de Constantine, BP 2636, 38036 Grenoble cedex 2, France

Ce projet de thèse porte sur la notion d'hospitalité territoriale comme clef de lecture des processus de revitalisation des communes rurales en situation de déprise. Face aux enjeux d'attractivité et d'amélioration de l'habitabilité de ces territoires, cette recherche proposera de nouveaux schémas de compréhension de la construction de l'hospitalité. L'approche choisie est transcalaire (du centres-bourg au territoire) et systémique (approche globale et transversale du territoire). Nous interrogerons les modalités d'action des professionnels en prise au renouvellement des savoirs et savoir-faire. Le changement de paradigme des " nouvelles ruralités " sera interrogé puisque les ruralités sont aujourd'hui bouleversées dans leur statut et fonctionnalité, leurs représentations et spatialités. L'accroissement des mobilités, l'attractivité foncière, la recherche de confort spatial et d'aménités sont devenues les moteurs conjugués de migrations récréatives, résidentielles et productives vers certains territoires ruraux. Lesquels et pourquoi eux ? L'invention de nouveaux modes d'habiter est-elle devenue un préalable pour constituer l'hospitalité territoriale ? Qu'en est-il en particulier des territoires qui subissent les phénomènes de déshérence, vacance, vieillissement et précarisation des populations ? En lançant, en 2014, le dispositif expérimental de " revitalisation des centres-bourgs ", visant à rendre plus " désirables " et plus " habitables " les communes rurales en déprise, les pouvoirs publics ont parié sur la nécessité de rétablir la fonction de centralité même dans les plus petits bassins de vie. Considérant le " projet comme producteur de connaissance " (Vigano 2014), nous étudierons sur le terrain la manière dont ces réhabilitations se conçoivent à la fois dans le projet architectural et dans le projet territorial. Comment font-ils émerger des réponses nouvelles, innovantes voire transférables ? L'hypothèse défendue portera sur les ressorts combinés des systèmes d'acteurs et des systèmes constructifs dans leurs dimensions projectives respectives ; conditions d'une nouvelle hospitalité territoriale des communes rurales en déprise. Notre recherche fera l'objet d'une enquête comparative des dispositifs de revitalisation de centre-bourgs, notamment dans la région Auvergne-Rhône-Alpes. L'expérience suisse dans les " centres de localité " du canton de Neuchâtel permettra d'examiner d'autres potentialités de cette culture du projet partagé.

Mots-Clés: Centre bourg/Hospitalité territoriale/Habitabilité/Attractivité territoriale/Petite ville de campagne en déprise/décroissance

*Intervenant

La localisation des firmes multinationales et le développement territorial : une approche par les ressources , cas du secteur automobile au Maroc.

Hajar El Bouch ^{*† 1}

¹ EL BOUCH HAJAR – 139 LOT FATIHA 2 TAKADDOUM MEKNES MAROC, Maroc

L'objectif de ce travail est d'analyser les stratégies de localisation basées sur les ressources, dont le but est plus l'activation de nouvelles ressources sur un territoire étranger et moins l'exploitation d'un avantage spécifique détenu ex ante par la FMN . Il vise à caractériser le choix de localisation de l'investissement étranger qui s'appuie sur cette stratégie. Les propositions de la recherche sont confrontées à une analyse du secteur automobile, on tente de comprendre dans quelle mesure les modèles conceptuels proposés dans la littérature peuvent expliquer les choix de localisation Les résultats témoignent de la spécificité de cette stratégie qui suppose de la FMN une capacité à activer les ressources en local au sein d'un réseau de proximité.

Mots-Clés: ressource territoriale, ressource spécifique, territoire, proximité, localisation, globalisation, multinationales.

*Intervenant

†Auteur correspondant: hajar.el.bouch@mail.com

Prise en compte de l'équité sociale dans les politiques de mobilité urbaine: une comparaison des villes de taille intermédiaire à l'échelle européenne

Cédric Fandio * 2,1

² UMR Territoires - Clermont Auvergne (UMR Territoires) – AgroParisTech, VetAgro Sup, Institut national de recherche en sciences et technologies pour l'environnement et l'agriculture, Université Clermont Auvergne, Institut national de la recherche agronomique [Auvergne/Rhône-Alpes] : UMR1273 – Irstea / campus des Cézeaux / 9 avenue Blaise Pascal - CS 20085 / 63178 Aubière Cedex, France

¹ Laboratoire Aménagement Économie Transports (LAET) – Université Lumière - Lyon 2, Ecole Nationale des Travaux Publics de l'Etat, Ministère de l'Ecologie, du Développement durable et du Transport – 3 Rue Maurice Audin, 69518 Vaulx-en-Velin, France

Les villes dites de taille intermédiaire (Aubert et al., 2011) sont confrontées à des inégalités sociales et d'accessibilité territoriale de leur couronne suburbaine et périurbaine (Orfeuill et Ripoll, 2015). Ainsi, de nombreuses initiatives émergent ces dernières années dans le domaine de la politique sociale de certaines villes françaises. On pense par exemple à Niort, Dunkerque, ou même Clermont-Ferrand. En outre, ces villes présentent des spécificités par rapport aux grandes villes en termes de moyens économiques, humains, et de densité démographique. Ses caractéristiques entraînent des particularités dans le champ des mobilités : distances parcourues plus courtes, réseaux de transport en commun moins performants, ou encore liens plus forts entre le cœur urbain et sa périphérie.

Il existe aujourd'hui des travaux scientifiques sur les politiques sociales des transports dans les grandes villes et métropoles françaises et européennes, mais peu d'études sont réalisées dans les villes dites de taille intermédiaire. Leurs collectivités sont donc confrontées à un manque de connaissances sur le niveau d'accessibilité à l'emploi et aux services (Bouzouina et al., 2014), ainsi que sur les besoins et les pratiques de mobilité notamment pour les populations défavorisées (Nicolas et al., 2012).

Cette thèse est une étude comparative des mesures de justice sociale mises en œuvre dans les politiques de mobilité urbaine, dans les villes dites de taille intermédiaire à l'échelle européenne (EPSON, 2006). Son objectif est d'apporter un éclairage sur la problématique suivante : comment les questions sociales sont-elles prises en compte dans les politiques de mobilité urbaine des agglomérations européennes ? Pour répondre à cette interrogation, une grille d'analyse inspirée des principes d'équité (verticale et horizontale) dans les transports tels que définis par Banister (1994) sera utilisée. Elle permettra de déduire les fondements philosophiques des conceptions d'équité sociale des acteurs interrogés, suivant les théories de la justice sociale énoncées par Rawls (2003) et Sen (2000).

Cette grille sera appliquée au cas de l'agglomération clermontoise où plusieurs politiques en faveur des catégories socialement défavorisées ont été mises en place, dont celle emblématique de la tarification solidaire en 2015. Trois ans après son adoption, une évaluation de cette mesure

*Intervenant

montre qu'elle n'atteint pas encore les résultats de nombre d'abonnements attendus par les autorités locales.

Par ailleurs, des entretiens semi-directifs ont été réalisés auprès d'acteurs diversifiés de la mobilité urbaine. Ils montrent que les instruments mobilisés (mise en accessibilité, desserte des quartiers défavorisés, respect d'un certain équilibre budgétaire etc.) par la collectivité, correspondent à des conceptions différentes de la justice sociale. Malgré tout, il existe un consensus des enquêtés sur la volonté institutionnelle de prendre en compte le volet social dans les politiques de mobilité urbaine. En outre, ces interviews permettent également d'observer que les enjeux environnementaux et économiques, sont des problématiques majeures auxquelles la ville devrait se saisir en priorité. Toutefois, ces premiers constats seront à confirmer dans des entretiens à venir.

Pour terminer, cette analyse portera sur deux autres études de cas : une qui reste à déterminer et le cas de la ville de Norwich en Grande Bretagne, considérée comme une ville de taille intermédiaire. Cette dernière se différencie de l'agglomération clermontoise par sa culture, qui est consécutive à son appartenance à un système référentiel de type anglo-saxon. Toutefois, ces deux villes présentent des morphologies urbaines similaires de type radial (ou hiérarchique) (EPSON, 2006), ainsi qu'un nombre d'habitants en 2006 sensiblement équivalent, qui rendent leur comparaison intéressante.

Mots-Clés: Justice sociale, accessibilité, territoires, aire urbaine fonctionnelle, transport en commun

Devenir paysan, accéder à la terre : discussion à partir de l'observation d'un territoire alimentaire en train de se faire.

Nolwen Gauthier * 1

¹ Institut de Recherche Interdisciplinaire sur les enjeux Sociaux - sciences sociales, politique, santé (ancienne affiliation INSERM) (IRIS) – École des Hautes Études en Sciences Sociales, université Paris 13, Institut National de la Santé et de la Recherche Médicale : U723, Centre National de la Recherche Scientifique : UMR8156 – EHESS, 190-198 avenue de France, 75244 Paris cedex 13. UFR SMBH, Université Paris 13, 74 rue Marcel Cachin, F-93017 Bobigny cedex., France

S'inscrivant en rupture avec des pratiques agricoles considérées comme responsables de la dégradation de l'environnement, émergent des systèmes alimentaires alternatifs (Deverre et Lamine, 2010 ; Ripoll, 2014) basés sur des principes de proximités spatiales, relationnelles et fonctionnelles entre espaces agricoles et zones urbaines. Soutenue et encadrée par plusieurs dispositifs publics, la promotion d'une agriculture périurbaine *durable* et de *proximité* devient un levier pour l'aménagement des régions métropolitaines (Poulot, 2014 ; Ernwein et Salomon-Cavin, 2014 ; Brand, 2015). C'est également le support d'interactions renouvelées entre acteurs des collectivités territoriales et du monde agricole. Cette dynamique s'inscrit dans un contexte de *reterritorialisation* de l'action publique, favorisant l'ancrage local des politiques et l'élaboration d'un récit territorial valorisant de nouvelles relations entre les hommes et les réalités naturelles et biophysiques de leur environnement (Darly, 2014). En région parisienne, l'agriculture est une activité historiquement ancrée dans le paysage périurbain (Phlipponeau, 1956). Bien que l'implantation des exploitations recule au gré de l'urbanisation des terres agricoles, depuis quelques années, à côté des agriculteurs-rices héritier-e-s des maraîchers de Créteil et des céréaliers de Brie-Comte-Robert, s'installent des agriculteur-riche-s d'un nouveau type. Dans ce contexte, l'articulation par ces *néopaysan-ne-s* (D'Allens et Leclair, 2016) de la dimension territoriale de leur activité avec des problématiques environnementales multi-échelles, invite à renouveler l'analyse des conditions sociales et politiques de la production des *territoires alimentaires*. Ma communication se basera sur des éléments recueillis sur un terrain réalisé auprès d'acteurs du secteur agricole et de collectivités territoriales du plateau briard (Val-de-Marne et Seine-et-Marne). Je propose d'interroger les interactions entre recomposition des rapports de force au sein du champ professionnel agricole périurbain et territorialisation alimentaire. En effet, acteurs publics et agricoles justifient leurs actions en engageant des arguments liés à des enjeux de protection de l'environnement et de la nature (Chateauraynaud, 2010). L'analyse des jeux et rapports de pouvoir autour de la définition de ces enjeux et de leur mise en œuvre, offre ainsi de nouvelles perspectives pour l'étude de la gestion des ressources foncières dans les espaces métropolitains.

Mots-Clés: agriculture périurbaine, environnement, territoire alimentaire

*Intervenant

Réduire la congestion par l'étalement horaire de la demande ?

Louis Gendreau * ¹

¹ Laboratoire Ville, Mobilité, Transport (LVMT) – Institut français des sciences et technologies des transports, de l'aménagement et des réseaux : UMRT9403, Université Paris-Est Marne-la-Vallée, Ecole des Ponts ParisTech – 6 et 8 avenue Blaise Pascal - Cité Descartes, Champs sur Marne - F-77447 Marne la Vallée Cedex 2, France

Les politiques de réponse à la congestion automobile par le développement des infrastructures ont fait long feu, sous le double effet de la pénurie d'argent public et de leur inefficacité relative. Dès lors, l'intérêt pour les politiques temporelles et l'aménagement des horaires visant à une désynchronisation des temps sociaux, portés en France par les Bureaux des temps, va grandissant.

Mais, si le potentiel de ces politiques pour réduire la congestion semble intuitivement grand, leur mise en œuvre ne va pas de soi. D'autant plus dans un contexte tendant à la banalisation des horaires de travail flexibles.

Des actions globales et collectives sur les déterminants de la mobilité (contraintes de couplage, normes implicites...) peuvent-elles porter leur fruit en matière de réduction de la congestion automobile ? Le paradoxe de la flexibilisation des horaires de travail et de la concentration des horaires de déplacement en périodes de pointe est-il dépassable par le biais des politiques temporelles ?

Ces problématiques seront étudiées notamment par le biais d'un cas pratique localisé à Rennes, dont le bureau des temps est l'organisme d'accueil de ma thèse CIFRE.

Mots-Clés: Congestion automobile, Lissage de pic, Politiques temporelles, Désynchronisation, Floating Mobile Data

*Intervenant

L'inscription de l'œuvre de Le Corbusier à l'Unesco au prisme d'une approche territoriale.

Ismahan Hamzaoui * ¹

¹ UMR Territoires - Clermont Auvergne (UMR Territoires) – Université Clermont Auvergne – Irstea / campus des Cézéaux / 9 avenue Blaise Pascal - CS 20085 / 63178 Aubière Cedex, France

L'entrée de l'œuvre architecturale de Le Corbusier au Patrimoine mondial de l'Unesco en 2016 vient couronner une démarche d'inscription en série de dix-sept biens où les responsables politiques de certains territoires, au sein desquels se trouve un monument de Le Corbusier, ont décidé de se fédérer afin de faire reconnaître l'intérêt patrimonial de cette architecture sur la scène internationale. En effet, ces territoires cherchent à faire émerger leur singularité par le biais d'un patrimoine contemporain liée à un architecte emblématique. L'attractivité et le développement territorial étaient au cœur de cette démarche, car l'obtention du label Unesco marque le territoire et lui permet de se démarquer. Le projet de candidature est ainsi devenu un élément de la construction territoriale et le patrimoine Le Corbusier occupe une place grandissante dans le projet urbain et territorial des collectivités concernées. Cette labellisation renvoie à une articulation de différentes échelles ; l'échelle internationale est celle de la démarche d'inscription, de la reconnaissance mondiale et de la définition du plan d'action global de la série. L'échelle locale (territoriale) est celle où s'exprime le mode de gouvernance adopté dans l'élaboration et la mise en œuvre du plan de gestion, c'est aussi celle où se conjuguent les enjeux d'appropriation et de captation de ressources économiques et symboliques. Cette articulation revêt un caractère dynamique, mais aussi hétérogène entre les sites de la série en termes d'engagement des acteurs, d'appropriation sociale et d'impact de la labellisation sur la fréquentation touristique. L'inscription en 2016 sur la liste prestigieuse a exercé -et exerce encore- une influence particulière, multiforme et, certes, inégale sur chacun des territoires. Nous nous interrogeons sur les raisons et les facteurs de ces dynamiques contrastées qui se manifestent à l'échelle territoriale et sur les variables qui interviennent dans les interactions entre la labellisation sérielle de ce patrimoine et le territoire. L'objectif de ma thèse est de mettre en évidence la dimension territoriale de la construction patrimoniale – plus spécifiquement d'une démarche d'inscription en série sur la Liste du patrimoine mondial- et inversement, le rôle de cette dernière dans une dynamique territoriale. Ce travail vise à identifier les conditions d'interaction entre ce patrimoine labellisé et le territoire concerné sur le plan politique, économique, sociétal et symbolique. Pour cela, nous nous appuyons sur un cadre d'analyse systémique qui associe la pensée théorique de la géographie et des sciences sociales et la pensée opérationnelle des décideurs et des professionnels afin d'étudier les dynamiques suscitées par la démarche de labellisation Unesco au sein d'un territoire et sur une réflexion transversale qui traite la labellisation sérielle au prisme d'une approche territoriale selon laquelle le territoire est considéré comme un système structuré autour de trois dimensions : organisationnelle, idéale et matérielle.

Mots-Clés: Patrimonialisation, patrimoine mondial, labellisation sérielle, gouvernance

*Intervenant

Ancrages territoriaux des entrepreneurs dans les quartiers de la politique de la ville en Ile-de-France

Clara Hercule * ¹

¹ Géographie-cités – Université Paris I - Panthéon-Sorbonne – France

Les quartiers prioritaires de la politique de la ville font l'objet de politiques publiques de pérennisation et de développement des tissus entrepreneuriaux locaux. Les enjeux des actions visant à maintenir les entreprises dans les quartiers prioritaires ou les agglomérations qui les contiennent sont, d'une part, de conserver les emplois près des populations en difficultés et d'autre part de favoriser la coopération entre les entreprises locales. Depuis les années 2010, les pouvoirs publics locaux tentent de s'appuyer sur l'entrepreneuriat issu des quartiers prioritaires, en proposant des services aux entrepreneurs pour accompagner leur développement.

La thèse propose de développer la notion d'ancrage territorial des entreprises dans les quartiers prioritaires, en posant l'hypothèse que les entrepreneurs sont ancrés à la fois par les dispositifs d'action publique (pépinières, hôtels d'entreprises, plateformes d'accompagnement) dont on tentera de préciser le rôle, mais aussi par d'autres processus qu'il s'agira d'analyser.

La problématique de l'ancrage territorial s'inscrit dans les questionnements de l'économie régionale d'une part, et dans ceux de la sociologie économique d'autre part. La science régionale s'interroge sur l'impact des relations locales entre les entreprises sur leurs stratégies de développement, à partir des travaux sur les districts qui ont révélé le rôle des proximités (spatiale, organisée, relationnelle) dans les coopérations entre les entrepreneurs et la croissance régionale (Benko et Lipietz, 1992). L'économie territoriale a depuis développé des théories précises sur les facteurs d'ancrage territorial (Pecqueur, 2005, Colletis et al., 1997) intégrant le rôle des relations avec des acteurs locaux (universités, laboratoires de recherche, services de l'emploi etc.) notamment dans les quartiers prioritaires (Carré, Fol et Philifert, 2006). La sociologie économique a permis également de préciser le rôle des réseaux sociaux personnels dans les choix des entrepreneurs (Granovetter, 2008, Grossetti et Barthes, 2008), et leurs conséquences sur le rapport des entreprises au territoire (Zalio, 2004, Reix, 2005).

Nous étudierons ainsi les différentes dimensions de l'ancrage territorial des entrepreneurs, appréhendées à partir de trois axes :

- Les trajectoires individuelles (résidentielles, migratoire et professionnelles) des chefs d'entreprise peuvent expliquer la création de réseaux sociaux locaux dans les quartiers d'implantation, appréhendés comme des ressources pour l'entreprise.

*Intervenant

- Les travaux sur la proximité (Rallet et Torre, 2004, Grossetti et Bouba-Olga, 2008, Pecqueur et Zimmermann, 2004) offrent également un ensemble d'hypothèses pertinentes pour définir les facteurs de mise en relation des entreprises à l'échelle locale, dans le contexte original des quartiers prioritaires.

- Enfin, le rôle des acteurs " intermédiaires ", c'est-à-dire les structures gérées par des acteurs publics ou privés (maisons de l'entreprise, plateformes d'accompagnement, structures d'hébergement, chambres de commerce) est à définir.

Ces trois dimensions de l'ancrage seront étudiées à travers des entretiens auprès d'entrepreneurs implantés dans deux quartiers prioritaires d'Ile-de-France présentant des contextes d'aménagement distincts : le quartier Franc Moisin à Saint-Denis (93) et le quartier Cinq Quartiers aux Mureaux (78). Des études de cas viendront compléter l'analyse, ainsi que les résultats d'une enquête quantitative et d'un état des lieux statistique.

Mots-Clés: Ancrage territorial, entrepreneurs, quartier politique de la ville

Les effets de la décentralisation sur le développement territorial : Etude des effets économiques de la décentralisation sur la région Fès-Meknès.

Mhamed Hilal * ¹

¹ Laboratoire d'études et recherches économiques et sociales relevant de la FSJES de Meknès – Maroc

L'incapacité des théories traditionnelles à expliquer les bouleversements intervenus à partir de 1973 au sein des économies occidentales a conduit à l'émergence d'un nouveau modèle de développement économique et social qui résulte d'un mode de régulation qui se manifeste par des rapports socio-économiques à l'intérieur desquels les stratégies et les actions individuelles et collectives se déploient.

Depuis la fin des années 90, période marquant l'échec des programmes de développement intégré et d'ajustement structurel, la décentralisation est devenue une priorité politique affichée par de nombreux pays en développement. Par ailleurs, elle est perçue par les bailleurs de fonds, notamment le FMI et la BM, qui ont conditionné leurs aides à celle-ci, comme une réponse à la nécessité de refondation de l'État, d'asseoir la démocratie sur des soubassements concrets et d'accroître la participation des citoyens aux processus de développement et de décision.

L'idée que les nouvelles politiques publiques doivent prendre en compte dans la planification nationale les spécificités d'un niveau plus infra " **le territoire** " où les dynamiques sociales se complètent et interagissent, afin d'asseoir le socle d'un projet local décentralisé y est désormais généralement admise, et où les acteurs locaux sont dans ce processus des interlocuteurs sans lesquels aucune démarche pérenne de développement territorial n'est possible.

D'un point de vue économique, parmi les attendus de la décentralisation, figuraient en bonne place deux espérances : Celle que la décentralisation permettrait une meilleure adéquation entre les besoins et les ressources, autrement dit une adéquation plus fine et plus efficace des moyens financiers et une meilleure performance des instruments d'actions publique ; celle que la décentralisation serait une pépinière de la diversité territoriale, ouvrant des chemins nouveaux, fondant une pluralité de modèle de développement.

Dans un contexte où la centralisation est une donnée permanente et devant l'impératif de moderniser le pays, au triple plan politique, administratif et économique, le Maroc se trouve obligé de revoir son modèle de développement. L'échec de l'Etat-développeur relance le débat Etat-marché. Au Maroc, et au cours des années 90, l'aggravation des problèmes socio-économiques consécutifs au Programme d'ajustement structurel, puis la faible émergence des marchés poussent au dépassement des cadres classiques de développement. Les exigences modernes ont, en effet, imposé, particulièrement dans les villes, l'extension des fonctions des collectivités locales auxquelles incombe désormais un rôle d'animation socio-économique et de développement dont une combinaison judicieuse d'action publique et privée ne peut se faire que dans un cadre institutionnel et administratif qui est celui de la décentralisation. Sur ce, un certain nombre de questions

*Intervenant

nous interpellent : Quels sont les fondements conceptuels, théoriques et historiques de la relation entre la décentralisation (facteurs institutionnels) et le développement territorial ? Quelles sont les variables expliquées et explicatives nécessaires pour mesurer les effets économiques de la décentralisation sur la région Fès-Meknès ? Quels sont les effets économiques de la politique de la régionalisation depuis 1996 jusqu'au 2011 ? Quel est l'impact de la politique de la régionalisation avancée (instaurée depuis 2011) sur développement économique de la région Fès-Meknès ? En gros, **Dans quelles mesures la politique de la décentralisation, sous sa forme institutionnelle actuelle, contribue-t-elle au développement économique de la région Fès-Meknès ?**

Ainsi, notre thèse porte un double intérêt, d'une part, c'est une contribution à la compréhension des mécanismes de la relation complexe entre la décentralisation et le développement territorial, d'autre part, et dans un contexte où palmarès, classements et autres systèmes de notation de tout genre fleurissent, notre thèse s'inscrit dans une démarche d'évaluation de la décentralisation, depuis 1996 jusqu'à nos jours, en tant qu'une politique publique en s'interrogeant sur ses capacités à promouvoir le développement économique des régions marocaines afin de concevoir l'architecture régionale la plus adaptée et la plus prometteuse de la Région Fès-Meknès qui pourrait permettre à cette région de jouer pleinement son rôle de stabilisateur économique grâce à la mobilisation des acteurs locaux.

Quant à la méthodologie adoptée, grâce au positionnement épistémologique de " Positivisme aménagé " large et flexible, nous allons suivre une démarche Hypothético-Déductive vue que cette démarche nous permettra de comprendre les relations de causalité ou de réciprocité qui peuvent s'exister entre la décentralisation, sous sa forme institutionnelle, et le développement territorial qu'il faudra démontrer.

L'étape de la lecture des différents travaux théorique et empirique étudiant la relation entre les facteurs institutionnels et le développement territorial sera suivie par la formulation des hypothèses de base découlant de notre modèle conceptuel.

Par la suite et dans une démarche quantitative nous allons étudier empiriquement certains indicateurs économiques territoriaux pour évaluer l'impact de la décentralisation, étant donnée comme un facteur institutionnel, sur le développement territorial des régions marocaines entre la période 1996 et 2011.

Ainsi, et pour compléter cette analyse quantitative, nous allons mettre l'accent sur une démarche qualitative pour évaluer l'impact de la politique de la régionalisation avancée sur le développement économique de la région Fès-Meknès à partir de l'année 2011.

Mots-Clés: Décentralisation, développement, territoire, régionalisation, région, Maroc

Environnement et Territoire : analyse et évaluation des coûts de la dégradation de l'environnement (cas du Parc National d'Ifrane, Région Fès-Meknès, Maroc).

Hajar Lamhamedi * ¹

¹ Environmental Economics Research Group (EEC-Uhasselt) – Hasselt University - Campus Diepenbeek Agoralaan., Belgique

Les services écosystémiques sont les bénéfices qu'offre la nature à l'être-humain et sans lesquels il serait impossible à notre espèce de se perpétuer. Cependant, de tels services ne sont pas échangés dans les marchés traditionnels et ne disposent pas d'un prix comme le reste des biens et services., ce qui conduit souvent à leur sous-évaluation et/ou surexploitation. Dans ce sens, il s'avère important d'estimer la valeur économique des services écosystémiques afin de mieux les comprendre, les valoriser et les prendre en compte dans les décisions individuelles et collectives de nos sociétés.

Bien qu'une abondante littérature ait été publiée sur l'évaluation économique des services écosystémiques, une attention insuffisante a été accordée à ce sujet dans les pays en développement, tels que le Maroc. Le but de ce travail est de combler cette lacune en conduisant une estimation monétaire des bénéfices fournis par les services environnementaux et des coûts de leur dégradation. Cette valeur monétaire peut intéresser de nombreux décideurs, notamment en matière d'aménagement du territoire, d'infrastructure, de développement rural, de gestion forestière ou urbaine. En effet, une telle estimation peut contribuer à accroître l'efficacité de la gestion environnementale et motiver l'investissement public dans la conservation de la nature.

Notre recherche se concentre sur les services récréatifs fournis par les écosystèmes forestiers. L'objectif est de mesurer la valeur récréative de la Forêt de cèdres Gouraud (dans le Parc National d'Ifrane au Maroc), et d'estimer le coût de l'impact de la dégradation environnementale sur cette valeur. Le choix de la forêt Gouraud se justifie par le fait qu'elle dispose d'une biodiversité très riche (cèdre de l'atlas, macaques de barbarie...), une grande popularité auprès des touristes nationaux, et fait partie du plus grand parc naturel du Maroc.

Pour estimer la valeur récréative du site choisi, nous utilisons la Méthode du Coût de Voyage (*One-Site Individual Travel Cost Method*) ; une technique largement établie pour valoriser les biens et services non-marchands, en particulier les sites récréatifs. Il s'agit d'analyser le nombre, la fréquence et le coût des voyages récréatifs à destination de la forêt Gouraud, les facteurs expliquant la décision de voyage et la disposition à payer des touristes pour ensuite déduire la valeur économique de la récréation.

Afin de mesurer l'impact de la dégradation environnementale future de la forêt sur sa valeur récréative, nous optons pour la méthode de l'Evaluation Contingente (*Contingent Visitation*). Cette technique permet de mesurer les effets des changements négatifs hypothétiques de la qualité environnementale sur le comportement des touristes et leur demande récréative.

*Intervenant

Les deux analyses seront effectuées à travers des enquêtes terrains dans la forêt Gouraud, conduites pendant des périodes de haute saison touristique, au moyen de questionnaires administrés à un échantillon aléatoire de touristes nationaux. Les résultats seront communiqués aux managers du Parc National d'Ifrane et autres parties prenantes impliquées dans la gestion de cet espace récréatif, dans le but de contribuer à une prise de décision plus efficace et informée visant un développement territorial durable des espaces forestiers et de la Région Fès-Meknès dans son ensemble.

Mots-Clés: Evaluation des services écosystémiques, Environnement, Méthode du coût de voyage, Evaluation contingente, Parc National d'Ifrane, Forêt de Cèdres Gouraud, Maroc.

LOGISTIQUE ET INTÉGRATION SECTORIELLE : QUEL IMPACT SUR LE DÉVELOPPEMENT TERRITORIAL ? (Cas de la région Fès - Meknès)

Sara Lamrabet * 1

¹ Economie du Territoire et Stratégie des Acteurs (ETSA) – centre d'Etudes Doctorales en Droit, Economie et Gestion faculté des sciences juridiques économiques et sociales MEKNÈS, BP 3102 Toulal-Meknès Maroc, Maroc

La logistique est devenue en quelques années un objet essentiel du développement et de l'aménagement des territoires et un levier de compétitivité et de croissance, dans la mesure où la performance des tissus économiques et des entreprises dépend de l'efficacité des systèmes logistiques locaux et des stratégies des acteurs qui les composent.

Le Maroc s'est inscrit ces dernières années dans cette perspective en accordant une importance incontournable à la logistique en la considérant comme un défi majeur des politiques publiques en vue de rendre le territoire bien aménagé et bien équipé et donc attractif.

La finalité de ce travail est de présenter l'impact des infrastructures logistiques sur le développement territorial et leur éventuel rôle dans la réduction des disparités régionales, de montrer la relation étroite entre les activités productives et l'activité logistique et le caractère décisif de la logistique dans le positionnement industriel d'un territoire, ainsi que d'analyser les effets de ces infrastructures (les plateformes, les sites, les zones d'activités économiques et de service) sur le territoire, qui, tout en assurant la fonction d'organisation des villes et de développement régional, participent à la qualification, à la compétitivité et à l'attractivité du territoire marocain.

Mots-Clés: logistique, intégration sectorielle, attractivité, développement régional, territoire

*Intervenant

Le marketing individualisé à travers une application d'information voyageurs : un outil pour favoriser les changements de comportements de mobilité ?

Florence Labarre * ¹

¹ Laboratoire Aménagement Économie Transports (LAET) – Université Lumière - Lyon 2, Ecole Nationale des Travaux Publics de l'Etat, Centre National de la Recherche Scientifique : UMR5593 – 14, Avenue Berthelot - 69363 Lyon Cedex 07 France, France

À des fins environnementales, économiques et de santé publique, les acteurs publics cherchent à encourager le report modal. L'offre de transport et de services de mobilité a été renforcée et des mesures coercitives ont été mises en place. Malgré ces efforts, les chiffres du report modal peinent à atteindre les objectifs. Des solutions complémentaires doivent être envisagées. Le marketing individualisé, une méthode ciblée basée sur les mesures dites douces (communication, information...), a montré ses effets longs termes sur le report modal (Br'og et al., 2002; EPOMM, consulté août 2016, Certu, 2001). Pourtant, sa mise en œuvre difficile ne permet qu'une application sur des groupes restreints de volontaires pendant une période limitée. La digitalisation du marketing individualisé dans une application mobile peut-elle être une réponse à ces contraintes logistiques ? Le changement d'habitudes de mobilité se fait progressivement dans le temps par le passage de différentes étapes (Schneider, 2013). Quelles sont ces étapes et ce qui les caractérise ? Selon leurs caractéristiques, comment le marketing individualisé digital pourrait faciliter le passage d'une étape à l'autre ?

La première phase de la thèse se concentre sur l'éveil de l'envie chez l'automobiliste de tester des solutions alternatives de mobilité. Pour faire prendre conscience à l'automobiliste que des alternatives existent sur ses trajets du quotidien (Br'og et al., 2002), l'amener à questionner ses habitudes (Rocci, 2015) et lui donner envie de tester de nouvelles manières de se déplacer, une application d'information multimodale a été enrichie d'un système de communication personnalisé et contextualisé. Cette campagne de communication ciblée assure la promotion du mode alternatif le plus pertinent par un message et une photo adaptés. A travers le prisme du choix modal, il a donc fallu définir ce qu'est une alternative pertinente et identifier les arguments auxquels peuvent être sensibles les automobilistes.

Le démonstrateur est expérimenté sur le territoire de Bordeaux Métropole. 300 testeurs, salariés d'entreprises engagées dans une démarche de plan de mobilité, auront la possibilité d'utiliser l'application de janvier à mai 2018. L'impact de l'application sur le report modal et l'intérêt pour les solutions alternatives seront évalués grâce à un questionnaire avant/après expérimentation, ainsi qu'aux données d'utilisation de l'application.

Mots-Clés: Report modal, marketing individualisé, changement de comportement

*Intervenant

Coopérations, Montagnes-Métropoles et Territorialisation

Laurence Malaret * ¹

¹ Cultures Constructives (Cultures Constructives) – Ecole Nationale Supérieure d'Architecture de Grenoble, Ministère de la Culture et de la Communication – 60 avenue de Constantine, BP 2636, 38036 Grenoble cedex 2, France

Cette proposition de communication portera sur " les relations de coopérations entre métropoles et montagnes " en France à partir des territoires reconnus comme métropoles d'une part et les territoires définis ou se définissant comme " de montagne " d'autre part. Ce projet de recherche doctorale, cofinancé par la métropole de Grenoble et le Labex ITEM, est hébergé dans l'Unité de recherche AE&CC. La communication aura pour objectif de décrire le positionnement de la thèse (objets, dimensions, problématique, questionnements, hypothèse(s) et méthodes utilisées. L'objectif est de montrer l'affaiblissement des dichotomies classiques (rural/urbain ou centre/périphérie) et l'avènement de " nouvelles ruralités " en même temps que de " nouvelles métropolités " interdépendantes. Ce travail s'inscrit dans le champ de l'aménagement et de la recomposition territoriale contemporaine possédant une dimension juridique et dans la (re)fondation actuelle des sciences territoriales. Une approche spatiale des théories de l'action, des interactions et de la construction de l'action collective, des théories critiques du développement territorial et de l'habitabilité est privilégiée.

Mots-Clés: Territorialisation, Coopérations, Montagnes, Métropoles

*Intervenant

Comment les villes marocaines peuvent elles booster leur " Attractivité estudiantine " ??

Essai de profilage de la meilleure " Ville Etudiante " marocaine.

Alla Mohsine * ¹, Mostafa Abakouy *

2

¹ Ecole nationale de commerce et de gestion -tanger (encg -tanger) – Route de l'aéroport, B.P 1255, 90000.tanger., Maroc

² ecole nationale de commerce et de gestion de tanger -maroc (encg tanger) – route de l'aéroport .tanger, Maroc

Résumé:

Avec la montée de la concurrence et la libéralisation du secteur, les deux mondes des territoires et des universités se sont rencontrés en quête d'un seul public " les étudiants ".

Notre recherche porte sur le développement d'un " booster d'attractivité estudiantine ", qui permettra aux villes marocaines de se positionner en tant que " villes étudiantes ".

Les principaux résultats de notre investigation (sondage auprès des étudiants) sont :

- La " ville étudiante " marocaine préférée des étudiants marocains, est " Rabat ".
- Les étudiants marocains, sont, en premier lieu, intéressés par la qualité des établissements universitaires de la ville.
- La proposition d'un modèle de " Booster d'attractivité estudiantine ", pour les villes marocaines, basé sur 8 leviers.

Mots-Clés: Marketing de l'Enseignement supérieur, Comportement des étudiants pour leur choix des études supérieures, l'attractivité estudiantine des villes, Booster d'attractivité estudiantine.

*Intervenant

Les Living Labs, des dispositifs d'innovation aux ambitions économiques pour/sur les territoires

Quentin Marron * ¹

¹ PACTE (PACTE) – CNRS : UMRUMR5194 [1] – Pacte/IEP - BP 48 - 38040 Grenoble cedex 9 –
France // 04 76 82 20 20, France

Le terme de Living Lab est aujourd'hui à la mode dans les discours et les stratégies de planification des collectivités territoriales. Une grande variété d'activités, de méthodologies et perspectives sont menées sous l'égide de ce concept. Manquant de définitions cohérentes et communément acceptées, le Living Lab est (encore) une notion floue, large et transversale, qui se prête à l'autodéfinition par l'interlocuteur concerné. Cette polysémie se retrouve dans les intentions que les Living Labs associent à ces dispositifs: innovation sociale, culturelle, environnementale... Si dans la réalité les Living Labs embrassent bien cette pluralité de thématiques, il convient de déconstruire cette idée communément admise selon laquelle les dimensions sociales, culturelles ou environnementales sont plus ou tout aussi importantes que la dimension économique. Pour éclairer ces réflexions et tenter d'apporter des réponses, une approche multi-scalaire a été réalisée à travers l'analyse de documents de planification, de projets, mais aussi de discours des parties prenantes impliquées (acteurs publics, acteurs privés, associatifs, usagers).

Mots-Clés: Living Labs, Développement Economique

*Intervenant

Vers une gouvernance énergétique multi-niveaux : application dans les territoires de montagne

Céline Martin * ¹

¹ Laboratoire EDYTEM – Agence de l’Environnement et de la Maîtrise de l’Energie - ADEME – France

La transition énergétique conduit à une évolution du système énergétique qui tend à remettre en question le modèle centralisé français. En effet, les objectifs de sobriété, d’efficacité et de déploiement des énergies renouvelables nécessitent une approche résolument territoriale. La politique de décentralisation menée par l’État conduit à une montée en puissance de l’échelon local (Boutaud, 2016). Une nouvelle cartographie des acteurs se dessine. Les collectivités (communes et EPCI en particulier) se retrouvent en possession de compétences leur permettant de mener des actions adaptées à leur territoire au service de la transition énergétique (PCAET, MDE, etc.). Plus proche des territoires, le système énergétique qui se dessine a besoin de la participation des consommateurs (entreprises et habitants) qui sont appelés à se réappropriier les enjeux énergétiques (Raineau, 2011). Enfin, Les acteurs du système énergétique historique en charge de la production, du transport, de la distribution et de la commercialisation de l’énergie sont aujourd’hui appelés à composer avec ces nouveaux acteurs. Ces évolutions rendent compte de la nécessité d’un changement de paradigme. La gouvernance du système énergétique est appelé à se réinventer aussi bien dans le cadre de son volet organisationnel (Chabrol, 2014) qu’avec l’ensemble des parties prenantes aux différentes échelles des territoires (Boulangier, 2008 ; Nadaïi et al., 2015 ; Zelem, 2012).

L’objectif de cette proposition de communication est d’évaluer l’évolution de la gouvernance énergétique vers une gouvernance multi-niveaux qui apparaît essentielle à la transition énergétique et que l’État, à travers la mise en œuvre de ses politiques publiques, tente d’installer. Les enjeux énergétiques de deux territoires de montagne serviront de cadre à cette analyse : les communes du plateau de la Laysse, territoire péri-urbain à proximité de Chambéry, et la commune de montagne des Allues, support de la station de ski de Méribel, en Tarentaise.

La distribution d’électricité, à travers la gestion, le développement et le maintien du réseau, concentre d’importants enjeux d’investissement et de sécurisation du liés à la transition énergétique. A partir de cet exemple, le travail de recherche s’organise autour d’une analyse qualitative des entretiens semi-directifs conduits auprès d’acteurs décisionnels de l’énergie (communes et collectivités), d’acteurs organisationnels (le gestionnaire du réseau Enedis et le syndicat d’électrification) et d’acteurs consultatifs (RAEE, ASDER, Hespul, etc.) ainsi qu’une enquête par questionnaires auprès de gros consommateurs d’électricité (Hébergements touristiques, sociétés de remontées mécaniques, etc.).

Bien qu’une décentralisation des compétences sur l’énergie soit effective, les études de cas tendent à mettre en lumière une difficile appropriation par les collectivités, en particulier les plus petites, qui peinent à s’approprier ces nouveaux outils, faute de compétences techniques dans le domaine. De plus, le volet organisationnel du système énergétique apparaît encore trop peu décentralisé et conduit à ralentir les dynamiques territoriales. Enfin, le contexte touristique des territoires

*Intervenant

de montagne, impliquant des activités et des populations saisonnières, pourrait être un facteur limitant la prise en compte des enjeux territoriaux et la pleine participation des consommateurs à une nouvelle gouvernance multi-niveaux.

N.B. : Cette proposition est issue d'un travail de recherche financé par l'ADEME

Mots-Clés: transition énergétique, territoire de montagne, réseau, gouvernance, décentralisation

Les pratiques culturelles et artistiques des mondes du trad comme réactualisation de catégories spatiales (rural, urbain, région, local)

Morgane Montagnat * ¹

¹ Laboratoire d'études Rurales (LER) – Université Lumière - Lyon 2 : EA3728 – France

A travers l'exemple des mondes du *trad*, ensemble de pratiques essentiellement musicales et chorégraphiques issues du revivalisme folk des années 1970, cette communication se propose de questionner les liens entre pratiques culturelles et artistiques et dynamiques territoriales. Dans l'esprit de la géographie culturelle, il s'agit d'interroger la dimension vécue et performative de ces pratiques dites de tradition, qui se proposent de régénérer les modes, les codes, les situations, les techniques instrumentales et du corps de pratiques pensées comme héritées d'une société plus ancienne (rurale, préindustrielle), sur leurs espaces d'inscription ou de référence.

Il s'agira donc de voir comment l'analyse de ces pratiques culturelles, artistiques, sociales actuelles permettent d'actualiser voire de redéfinir les catégories par lesquelles nous percevons et nous analysons l'espace. En ce sens, les mondes du *trad* semblent mettre en mouvement plusieurs échelles et entités spatiales au sein de l'espace transrégional et transnational travaillé par ma thèse (Auvergne, Rhône-Alpes, Suisse romande et Val d'Aoste).

Le premier apport des mondes du *trad* à la définition et à l'étude des interactions entre espaces concerne les liens entre espaces ruraux et urbains : effectivement, si les mondes du *trad* cherchent à s'ancrer, au moins symboliquement, dans des paysages et dans une réalité rurale passée, la répartition spatiale des pratiques révèle leur forte présence dans les pôles urbains (notamment de la région Rhône-Alpes). Bien plus, les villes apparaissent comme des espaces de vitalité et de renouvellement de la pratique et voient naître de nouveaux usages qui seront ensuite amenés à circuler. Ce sont dans ces interactions tant symboliques que concrètes entre rural et urbain que se déploient les mondes du *trad* qui contribuent alors à affirmer la puissance des imaginaires liés au rural aujourd'hui dans une logique de dialogue et d'imbrication des espaces. Dans un second temps, les mondes du *trad* semblent accompagner l'émergence de nouvelles spatialités en crise de représentation d'elles-mêmes. Pour certains territoires d'entre-deux, souvent périurbains, la pratique de musiques ou de danses dites traditionnelles permet l'exploration ou l'invention d'une mémoire collective. Bien plus, la pratique peut se faire le relai de revendications de l'existence, de la richesse de lieux d'entre-deux peut-être peu investis, peu considérés, peu valorisés culturellement. Ensuite, ces pratiques qui évoluent toujours entre recherche de stabilité, d'ancrages et affranchissement, expérimentation, semblent faire émerger des manières plurielles et complémentaires de faire et d'être local. En se proposant comme des pratiques héritées, typiques d'un lieu, comme levier de développement territorial ou comme moyen d'animer et de faire vivre la mémoire des lieux, différents liens individuels et collectifs au local sont permis et encadrés par les pratiques revivalistes. Enfin, elles redonnent vie au sentiment de régionalité, qu'il s'agit tour à tour de construire et de déconstruire, pour affirmer la région comme une entité qui fait

*Intervenant

culturellement sens pour les acteurs mais comme une entité en mouvement, en recomposition, loin des démarches de patrimonialisation et de fixation du modèle folklorique.

L'exemple des mondes du *trad* sera donc développé ici à travers ses interactions multiples avec les espaces qui accueillent les pratiques ou qui les nourrissent symboliquement. Il s'agira notamment de voir ce que le *trad* fait aux lieux et notamment aux espaces ruraux, urbains, locaux et régionaux et à nos manières de les vivre, dans un contexte d'interconnexion croissante.

Mots-Clés: pratiques culturelles, région, musiques traditionnelles, revivalisme, patrimoine

Le management des risques dans la démarche qualité cas PME marocaines

Abdellah Moussaoui ^{*† 1}, Mohamed Amine M'barki ²

¹ laboratoire de recherche : Management des systèmes d'information (MSI) – ENCGT Tanger Route de l'aéroport, B.P 1255, 90000 Tanger Principal - Maroc, Maroc

² Université Abdelmalek Essaâdi – Avenue Khenifra, Tétouan 93000, Maroc

Ce travail présente les principaux risques liée à la démarche qualité auxquels font face les PME (Petites et Moyennes Entreprises) marocaines dresse un état des lieux de ces dernières en matière de management des risques. Le but étant d'énumérer les principaux risques qui affectent ce type d'entreprises et d'avoir une vue d'ensemble du dispositif de management des risques dans un contexte économique, d'incertitude et face à un environnement devenant de plus en plus dur, hostile et exigeant.

La méthodologie envisagée dans ce travail de recherche serait construite comme suit :

Tout d'abord, une approche conceptuelle qui repose une étude bibliographique (ouvrages, revues scientifiques, articles), et des enquêtes réalisées sur le même sujet par des praticiens, des enseignants et des intervenants dans ce domaine de recherche afin de constituer le cadre conceptuel de notre sujet.

Ensuite une approche pratique, à travers une étude empirique auprès d'un échantillon représentatif des entreprises marocaines, afin d'analyser les pratiques du management des risques, en cherchant à étudier **dans quelles mesures le management des risques contribue-il à l'amélioration de la qualité dans PME marocaines ?**

Mots-Clés: Management des risques, Risques internes, Risques externes, Qualité, PME Marocaines.

*Intervenant

†Auteur correspondant: a.moussaoui@uae.ac.ma

Circuits courts alimentaires : vers des organisations logistiques plus durables ?

Brewenn Métayer ^{*† 1}

¹ Centre d'Études et d'Expertise sur les Risques, l'Environnement, la Mobilité et l'Aménagement (Cerema) – Institut français des sciences et technologies des transports, de l'aménagement et des réseaux (IFSTTAR) – Siège : Cité des Mobilités - 25 avenue François Mitterrand - CS 92803 - 69674 BRON Cedex, France

Les circuits courts alimentaires ont connu une croissance significative depuis les années 2000 ; si bien qu'en 2010, 1 exploitation française sur 5 est investie dans ce mode de commercialisation, qui fait l'objet par ailleurs de l'intérêt des pouvoirs publics. L'image vertueuse de ces circuits, à laquelle se confortent producteurs et consommateurs, est cependant remise en question par nombre d'études sur la durabilité (économique, social et environnemental) des chaînes courtes d'approvisionnement. En cause, les organisations logistiques offrent des performances variables ; notamment d'un territoire à un autre et d'un type de circuit à un autre. Ce constat-là est en réalité lié à la diversité des formes organisationnelles construites par les acteurs d'horizons différents. Ainsi, l'objectif consiste à comprendre le processus de construction de la logistique en circuits courts alimentaires, en identifiant les facteurs de différenciation des organisations. Autrement dit, on cherche à savoir qui organise la logistique d'une façon plutôt qu'une autre, et pourquoi. La thèse étudie la coordination des acteurs dans le cadre des circuits courts alimentaires. Elle s'inscrit dans la lignée des travaux en Economie des Conventions, en réinterrogeant la dimension territoriale du système productif. La compréhension de la diversité de constructions s'effectue alors en deux temps. D'abord, une première étape s'applique à déconstruire la notion de performance de la logistique, pour faire ressortir plusieurs logiques et représentations de la performance. Ainsi, à l'instar de travaux en Economie des Conventions, une typologie des organisations est dressée, où dans chacune des familles logistiques identifiées, la coordination des acteurs dépend des règles instituées et de leur interprétation. Dans un second temps, chaque famille logistique (associée à une logique de coordination) est reliée à des facteurs, expliquant alors le choix d'organisation. D'un côté, les caractéristiques de la production et de la demande forment une première catégorie de facteurs, et soulignent le lien entre l'organisation logistique et le système productif dans lequel il s'insère. De l'autre, ce lien est conditionné par le territoire. L'espace influence la stratégie logistique mais plus globalement, le territoire en termes de ressources mobilisées agit sur le fonctionnement du système productif. La typologie élaborée à partir des données récoltées permettra de vérifier finalement deux hypothèses de recherche. La première admet que la construction de l'organisation logistique dépend de l'interprétation de conventions spécifiques. En outre, ces conventions dépendent à la fois des caractéristiques du système productif et du territoire dans lesquels elles s'imbriquent. Cette dernière fonde la seconde hypothèse à confirmer.

Mots-Clés: Circuits courts alimentaires, Organisation logistique, Economie des conventions, Proximités

*Intervenant

†Auteur correspondant: brewenn.metayer@cerema.fr

L'économie circulaire, une innovation au service du développement territorial rural ?

Amadou Niang * ¹

¹ UMR Sciences pour l'action et le développement - Activités, produits, territoires et Institut du développement territorial (UMR SADAPT- INRA, AgroParisTech et IDÉT de Normandie) – AgroParisTech, INRA - Université Paris-Saclay, Ecole de Management de Normandie – 16 rue Claude Bernard, 75005 Paris cedex 05 9 Rue Claude Bloch, 14000 Caen, France

En raison des préoccupations environnementales liées au mode actuel de croissance économique linéaire, a émergé la notion d'économie circulaire, un nouveau modèle économique plus respectueux de l'environnement (ADEME, 2014 ; Fondation Ellen MacArthur, 2012). Ce nouveau concept de gestion environnementale, présenté comme favorable au développement durable des territoires (ADEME et ARF, 2014), est aujourd'hui, intégré dans les politiques de transition écologique et énergétique de différents pays à travers le monde (MacDowall *et al.*, 2017 ; Nelles *et al.*, 2016 ; CGDD, 2014). Les territoires soumis à des mutations socioéconomiques et environnementaux, avec des enjeux profonds de développement, expérimentent de plus en plus, à différentes échelles territoriales, les démarches d'application de l'économie circulaire (Su *et al.*, 2013). Cependant, les questions de la territorialité des démarches de mise en oeuvre de l'économie circulaire et de leurs liens au développement durable sont encore peu explorées. La thèse propose ainsi, à partir d'une approche territoriale et spatiale, dans un contexte de transition socio-écologique et de mutations des territoires, de déterminer dans quelles mesures l'économie circulaire peut constituer, en tant qu'innovation, une opportunité pour les territoires d'assurer un développement durable. Elle s'intéresse aux questions d'échelle de déploiement, de gouvernance et d'externalités de mise en oeuvre dans les territoires de l'économie circulaire. Le travail de recherche consiste, à effectuer une revue de la littérature sur le concept d'économie circulaire, ses démarches de déploiement et de leurs liens avec le développement territorial durable afin d'explorer la capacité de l'économie circulaire à s'inscrire dans une démarche de développement durable des territoires. Il s'agit là de tester à l'aide des outils d'économétrie spatiale l'influence des périmètres d'action de ces entreprises sur l'échelle de déploiement pertinente de l'économie circulaire. En prenant l'exemple de la méthanisation dans les grand Ouest de la France, nous faisons appel à l'Analyse des Réseaux Sociaux (ARS) pour identifier et quantifier les types de liens qui existent entre les acteurs de l'économie circulaire, pour caractériser leur influence et constater l'évolution dans le temps des réseaux sociaux qu'ils forment. Les résultats de cette analyse de réseaux sociaux seront enfin combinés à la méthode d'analyses de proximités pour caractériser la dynamique des liens de proximité qui se construisent et évoluent entre les acteurs de la méthanisation, pour une meilleure compréhension de la gouvernance de l'économie circulaire et du processus de développement des territoires qui en résulte.

Mots-Clés: Economie circulaire, gouvernance territoriale, développement territorial, innovation

*Intervenant

Le dispositif de Pédibus sur le chemin des écoliers : discours, déploiement & représentations. Les cas d'Aix-en-Provence & de Lausanne

Eléonore Pigalle * ¹

¹ Laboratoire Interdisciplinaire En Urbanisme (LIEU) – Aix-Marseille Université - AMU : EA889 – 3 avenue R. Schuman, 13628 Aix-en-Provence, France

Sous l'injonction du développement durable, les campagnes de promotion du Pédibus illustrent la mise à l'agenda des politiques urbaines publiques en faveur de la marche à pied vers l'école. Le Pédibus est un système de ramassage scolaire piéton alternatif à l'automobile où un groupe d'enfants est accompagné à l'école sous la responsabilité de volontaires (Huyghe, 2014). Pourtant son déploiement reste relativement marginal en plus d'être non durable, et les effets bénéfiques annoncés sont nuancés dans littérature scientifique (Smith et al., 2015) voire contestés, notamment en matière d'apprentissage (Depeau, 2008).

Ainsi, ce mode de ramassage scolaire institutionnalisé n'est pas sans poser de questions sur ce qui en est dit et ce qu'il en est. Quels sont les discours associés au Pédibus et les acteurs qui les relayent ? Quelles sont les images véhiculées pour inciter les individus à pratiquer la marche à pied vers l'école ? Sur le terrain, comment ce dispositif d'action publique se distribue-t-il à l'échelle du territoire ? Plus précisément, quelles sont les caractéristiques socio-spatiales des quartiers dans lesquels il se déploie ? Quels sont les freins et les motivations des familles à s'impliquer dans ce dispositif ? Existe-t-il un profil d'utilisateur spécifique ?

Pour répondre à ces questions, nous avons mobilisé une comparaison internationale entre Aix-en-Provence en France et Lausanne en Suisse romande et trois approches méthodologiques issues de disciplines variées permettant de trianguler notre objet : 1/ une analyse de discours a été menée sur la base d'un corpus de 100 sites internet en France et en Suisse romande pour identifier les thématiques abordées, les valeurs véhiculées, la structuration des arguments et le ton employé ; 2/ un travail de recensement cartographique alimenté d'entretiens semi-directifs ont permis de caractériser la distribution spatiale des Pédibus aixois et lausannois ; 3/ Une enquête par questionnaires destinée aux parents d'élèves et basée sur un échantillon de près de 220 ménages lausannois a permis non seulement d'identifier les freins et les motivations des parents à se déplacer en Pédibus, mais aussi de générer une typologie des familles basée sur les habitudes modales et les représentations des modes de transport.

Trois résultats majeurs peuvent être extraits de ce travail. Dans un premier temps, le Pédibus est massivement employé comme un outil de communication par une pluralité d'acteurs du gouvernement des conduites (Dubuisson-Quellier, 2016) qui vise à orienter les comportements individuels en mettant l'accent sur des notions de responsabilité, de pédagogie (Pautard, 2015) et de morale (Reigner, 2015, 2016). Également, le dispositif de Pédibus aurait tendance à se développer préférentiellement dans les espaces à modérations de trafic situés dans les centres urbains et dans des quartiers aisés, quand il est absent des espaces où la voiture l'est également

*Intervenant

(zones piétonnes et grands ensembles). Enfin, un profil spécifique de l'utilisateur du Pédibus a été identifié, correspondant à la " figure du militant " précédemment développée (Depeau, 2012), incluant des ménages aisés sensibles aux arguments environnementaux impliqués dans des associations, où l'un des deux parents bénéficie d'une certaine flexibilité temporelle (e.g. femme au foyer).

En guise de conclusion, notre travail a permis de mettre en exergue tant les formes et registres discursifs autour de l'objet Pédibus que sa réalité de terrain et d'usage. Son absence dans les formes urbaines enclavées qui excluent l'automobile interroge : le Pédibus ne serait-il pas une non-action publique contre l'automobile et ses conséquences ?

Mots-Clés: Pédibus, discours, développement, représentations, Lausanne, Aix en Provence

Les territoires de la filière eau thermo-minérale, usages et enjeux de développement industriel et touristique : les sites à multi usage en France et en Belgique

Guillaume Pfund * 1

¹ PFUND – CNRS UMR 5600 EVS, University of Lyon/Site ENS, Lyon, France – 19 Rue de Locarno, France

Introduction du domaine :

L'eau thermo-minérale est une ressource naturelle du sous-sol, exploitée par deux usages majeurs : l'embouteillage et le thermalisme. Ces derniers peuvent être situés dans un même lieu géographique (commune, ou intercommunalité). Cette superposition spatiale d'usage s'explique notamment parce qu'historiquement, l'activité d'embouteillage est née de l'activité thermique. Toutefois, ce découpage administratif peut différer de la zone du gisement hydrogéologique (un gisement peut couvrir plusieurs bans communaux ou plusieurs gisements peuvent se situer sur un même ban communal). Ainsi, les deux usages peuvent soit utiliser un gisement similaire, soit utiliser un gisement distinct. La France se positionne au 3e rang européen en nombre d'établissements thermaux. Selon la Caisse nationale de l'assurance maladie des travailleurs salariés (CNAMTS) 115 établissements thermaux sont en exploitation. La France est également le 3e producteur d'eau minérale en Europe, selon le ministère des affaires sociales et de la santé, avec seulement 50 usines et surtout le 1er exportateur mondial d'eau minérale embouteillée. Ces deux secteurs d'activité ont en commun la nécessité d'obtenir de l'académie de médecine l'appellation " eau minérale " qui a une valeur juridique. C'est une condition en amont de la demande d'autorisation d'exploitation d'un établissement thermal et d'une usine d'embouteillage d'eau minérale.

Positionnement scientifique :

Le sujet de recherche est issu d'une question professionnelle sur les opportunités et les difficultés de développement des établissements thermaux implantés à proximité d'une usine d'embouteillage d'eau minérale, notamment à Contrexéville. Cette interrogation émanant du terrain a été élargie à un questionnement scientifique dépassant le seul point de vue d'un exploitant privé afin d'avoir une approche à l'interface d'une logique productive et d'une logique territoriale. Ce travail s'inscrit dans une approche de géographie économique et sociale. Le cadre théorique mobilisé repose sur la notion " d'économie de proximité " pour étudier les relations entre les acteurs, leurs stratégies, et les trajectoires de développement qui en résultent. Cette notion distingue différente forme de proximité : géographique, organisationnelle et institutionnelle. Selon B. Pecqueur, les trajectoires de développement peuvent être différenciées par le mode de " valorisation de la ressource ". En fonction du modèle de développement choisi (volontairement ou non) : la valorisation de ressources de la ressource peut se faire de manière générique ou spécifique. Appliquée jusqu'à présent sur des études de cas sur des produits agricoles (huile d'olive, vin, fromages) et notamment sur les AOP – AOC, nous proposons ici de mobiliser cette notion sur

*Intervenant

l'appellation juridique " eau minérale ". Cette grille de lecture nous permettra d'expliquer les logiques de territorialisation et déterritorialisation.

La valorisation générique repose sur une logique sectorielle sans rapport avec le territoire, pour commercialiser des produits standardisés. La mise en valeur générique de l'eau minérale peut se caractériser par exemple par l'utilisation de marque distributeur pour l'embouteillage, la massification du thermalisme médical dans les gros établissements ou le développement de marque générique. La valorisation spécifique se caractérise par un ancrage territorial des activités et des produits. Dans ce modèle alternatif, la combinaison du double usage peut aboutir à un développement territorial intégré de type " panier de biens " autour d'une offre de site. Le savoir-faire local, le terroir du sous-sol, l'identité et la notoriété du territoire apportent une valeur ajoutée. La mise en valeur spécifique de l'eau minérale peut se manifester par le lien entre toponymie locale et marque pour l'embouteillage, l'existence de mode de gouvernance locale... La réflexion porte donc sur les liens réciproques entre les acteurs, les territoires (comme résultat d'un construit socio-spatial), et les trajectoires de développement. Le but est de faire émerger une vision des territoires de la filière et le rapport au territoire des acteurs. Il s'agit de comprendre en quoi les modes de valorisation de la ressource et les stratégies des acteurs permettent de construire une territorialité coalisée ou fractionnée. La problématique soulève des questions sur le système d'acteurs : qui sont ces acteurs ? quelles structuration et interactions ? quels rapports de force ? quels enjeux locaux ? quelle stratégie individuelle et collective ? comment les deux usages économiques se positionnent, s'approprient, et utilisent le territoire dans leurs stratégies ? L'objectif de ce travail est comprendre les dynamiques relationnelles et fonctionnelles à l'échelle locale, et d'identifier des typologies de trajectoire de développement pour mettre en exergue des tendances généralisables. La finalité de la réflexion est de proposer aux collectivités locales et aux professionnels un outil d'analyse et d'évaluation basé sur l'observation.

Terrains d'étude :

Le panel de terrains étudiés représente de manière exhaustive les 17 sites en situation de double usage thermal et embouteillage en France et en Belgique. 2 sites sont localisés en Belgique (Région Wallonne) : Chaudfontaine et SPA, et 15 sites sont localisés en France : 8 sites en Région Auvergne-Rhône-Alpes (Châteauneuf, Thonon, Evian, Aix-les-Bains, Divonne, Vichy-St Yorre, Vals, Meyras), 2 sites en Région Grand-Est (Contrexéville-Vittel, Niederbronn), 2 sites en Région Occitanie (Luchon, Lamalou-les Aires), St Amand (Haut de France), Dax (Nouvelle Aquitaine), Cilaos (La Réunion).

Méthodologie utilisée :

Fidèle à la science régionale, nous partons de concepts/méthodes d'économie et de sociologie pour aller vers la géographie. La méthode polyforme utilisée mobilise des outils qualitatifs dont principalement les entretiens semi-directifs. La démarche par entretiens semi-directifs a été menée en deux temps par deux types d'entretiens : l'entretien exploratoire et l'entretien d'approfondissement.

20 entretiens exploratoires ont été menés auprès des usines d'embouteillages et les établissements thermaux (avril-novembre 2013). Cet exercice répond à plusieurs objectifs :

- préciser l'objet à l'étude, ajuster la problématique et de faire naître des hypothèses,
- tester le terrain avec le 1er guide d'entretien,

- visualiser progressivement le système d'acteurs à l'échelle locale

Dans un second temps (janvier-décembre 2017), 80 entretiens semi-directifs d'approfondissement ont été réalisés auprès de différents acteurs (élus communaux, directeurs d'office de tourisme, directeurs d'établissements thermaux et directeurs d'usine d'embouteillage, associations...).

En complément, d'autres outils sont utilisés comme :

- Les médias nationaux, régionaux et locaux (presse, site internet, support de communication : étiquettes des bouteilles d'eau, plaquettes),
- Les bases documentaires : rapports d'activités, livres blancs, actes de colloques émanant : des fédérations professionnelles (Conseil National des Exploitants Thermaux et Chambre Syndicale des Eaux Minérales), d'organismes publics (Bureau de Recherche Géologique et Minière, Institut du Thermalisme), d'associations nationales et locales (Association Française des Techniques Hydrothermales, Association nationale des maires de communes thermales, Association Nationale des Industries Alimentaires, Fédération France Liberté), etc...
- Les bases de données : base de données juridiques Lamyline, base de données statistiques du CNETH, base de données Infoterre du BRGM, géoportail (calcul de zones de chalandises par isochrones) et accessibilité aux infrastructures de transports autoroutières et ferroviaires)

Deux outils d'analyse sont utilisés, l'analyse systémique pour étudier les relations entre les acteurs et l'analyse comparative d'étude de cas pour dégager des tendances généralisables. L'analyse systémique nécessite d'étudier chaque système socio-spatial séparément en réalisant notamment des graphes relationnelles des acteurs locaux. A partir des monographies des 17 territoires, une analyse comparative sera menée.

Mots-Clés: Eau thermo minérale, embouteillage, thermalisme, développement territorial

Habiter la mobilité périurbaine à l'heure de la Smartcity. Réflexions autour des usages du smartphone dans les pratiques de mobilité quotidienne.

Baptiste Pourtau * 2,1

² Cités, Territoires, Environnement et Sociétés (CITERES) – Université François Rabelais - Tours, Centre National de la Recherche Scientifique : UMR7324 – 33 allée Ferdinand de Lesseps BP 60449 37204 Tours cedex 3, France

¹ Laboratoire Ville, Mobilité, Transport (LVMT) – Institut français des sciences et technologies des transports, de l'aménagement et des réseaux : UMRT9403, Université Paris-Est Marne-la-Vallée, Ecole des Ponts ParisTech – 6 et 8 avenue Blaise Pascal - Cité Descartes, Champs sur Marne - F-77447 Marne la Vallée Cedex 2, France

Sans être un " nouveau concept " (Frelat-Kahn et Lazzarotti 2012), *l'habiter*, dans sa capacité à " relier les lieux et les milieux avec les individus et les gens " (Mathieu 2012), est aujourd'hui un objet d'étude central dans les sciences humaines et sociales s'intéressant au territoire. Partant du constat d'une société à individu mobile (Urry 2005) où l'expérience de la vie sociale et de l'identité sociale se fait dans la mobilité, nous considérons, à l'instar d'un certain nombre de chercheurs (Stock 2005 ; Cailly et Dodier 2007) que l'habiter d'un individu n'est pas construit uniquement à partir ni de son ancrage ni de son enracinement mais aussi et surtout par son mouvement et la pratique des lieux. Considérer la mobilité comme une pratique c'est l'appréhender comme un espace-temps dans lequel les individus font, éprouvent et négocient l'espace. En y faisant *quelque chose*, les individus, chacun à leur façon, s'approprient cet espace-temps (Flamm 2004 ; Frétegnay 2011 ; Oppenchain 2013) : les individus habitent leur déplacement. Objet phare de notre quotidien, et nouvel avatar de l'explosion des TIC, le smartphone change profondément notre rapport à la mobilité quotidienne (Aguiléra et Rallet, 2016). Figure de proue de la Smartcity, le smartphone, par l'intermédiaire d'applications mobiles, est perçu par l'action publique comme " Le " moyen d'aider/faciliter la mobilité des individus et de promouvoir les pratiques alternatives à la voiture individuelle (co-voiturage, transports en commun, vélo). Or, de nombreuses questions émergent notamment quant aux incertitudes sur la manière dont les individus s'approprient le smartphone dans le cadre de leur mobilité quotidienne et comment ces usages s'inscrivent dans leur manière d'habiter leur mobilité. Cette communication reviendra dans un premier temps sur le cadre théorique de la thèse et présentera plus en détail la façon dont nous nous positionnons face au concept d'habiter et d'habitabilité de la mobilité. Dans un deuxième temps, nous présenterons la méthodologie envisagée. Le cœur de la thèse portant sur les usages du smartphone, la question qui nous est posée c'est comment observer une situation dématérialisée qui est par définition non-observable ? Comment être l'observateur d'une situation qui nous échappe ?

Mots-Clés: Smartphone, Périurbains, Mobilité quotidienne, Habiter

*Intervenant

La Journée Nationale du Vin dans la République de Moldavie - une occasion pour bilans et nouvelles idées

Alina Primac * ¹

¹ Alexandru Ioan Cuza University of Iași [Romania] – Carol I Blvd, Nr.11, 700506Iasi, Romania, Roumanie

Chacun des peuples,des nations se retrouve dans la construction d'une entité d'état où la cohésion sociale dépend d'un héritage culturel commun, des vieilles traditions et d'une identité unique. La République de Moldavie présente un état relativement jeune, avec une composition ethnique diverse, qui, malheureusement, ne peut pas fournir encore la consolidation de la société. Mais, d'autre part, cette diversité culturelle transforme l'état dans une destination touristique attractive. La fête du vin présent un des rares événements qui fait les citoyens de la République de Moldavie d'oublier les différences ethniques, culturelles et de célébrer la tradition vitivinicole. Dans cet article,je me propose de faire une analyse méthodique de la 16e édition de la Fête du Vin, je vais m'axer sur la nouveauté apportée par les organisateurs au niveau national et au niveau des caves,et je vais faire aussi une synthèse en ce qui concerne les réalisations dans le secteur vitivinicole pour l'année 2017.

Mots-Clés: La Journée Nationale du Vin 2017, République de Moldavie, Ministère de l'Agriculture et de l'Industrie Alimentaire, caves, événement écologique.

*Intervenant

La gouvernance d'entreprise et l'enjeu du développement local: les PPP dans la région de Fès-Meknès

Ben Abbou Rabie * ¹

¹ Faculté des sciences juridiques, économiques et sociales -USMBA - Fès (FSjES) – BP: A 42, Dhar El Mehraz - Fès. Ville: Fès. Code Postale: 30000., Maroc

Au cours de ces dernières décennies, les pays du monde se sont engagés dans de véritables politiques de décentralisation, en donnant de plus en plus d'importance au développement locale. L'échelle locale est posée comme le niveau pertinent pour élaborer et mettre en œuvre les politiques de décentralisation dans une approche de proximité (Boschma 2004) basé sur la gestion concertée avec la population d'un territoire.

Nombreux sont les partenaires qui se sont impliqués dans l'appuis au développement local, l'objectif est d'améliorer les conditions de vie des populations et de gérer de manière efficace et en même temps équitable et durable les ressources spécifiques du territoire. Le PPP est devenu un succès dans les pays développés tout comme les pays en développement, ceci due non seulement à la réduction des dépenses publiques liés aux investissements, mais aussi à un nouveau modèle de gestion des services publics qui vise à tirer profit des capacités de financement et d'innovation du secteur privé. Cette association sous forme de contrat à long terme des secteurs public consiste à ce que le prestataire privé est chargé de fournir les investissements nécessaires pour la bonne marche du service public.

Dans ce cadre, les collectivités locales et territoriales se trouvent dans l'obligation de renforcer et de redynamiser les structures de gestion pour qu'elles soient adaptées aux exigences de proximité en mettant en place des centres de décision et des représentants plus proches des citoyens afin que ces derniers puissent participer à la prise de décision et à la mise en œuvre des initiatives et des projets (Lazarev, Arab 2002) de développement économique, sociale, environnemental et culturel.

Avec la mondialisation, la déréglementation et la persistance des crises budgétaires, l'avènement des PPP questionne à la fois les fondements idéologiques et économiques, les structures d'organisation, les stratégies d'offre de services publics et les processus opérationnels des instances publiques (Mazouz 2009). Les partenariats public-privé (PPP) apparaissent désormais comme une solution de rechange qui offre parfois de nombreux avantages par rapport aux modes de réalisation classiques.

Mots-Clés: Partenariat public privé, développement local, gouvernance

*Intervenant

MUTASOL, Mutations foncières des sols pollués : risques et coûts.

Cinzia Rinaldesi * ¹

¹ UMR 5319 Passages – Institut d'aménagement, de tourisme et d'urbanisme (IATU), Bordeaux – France

La réurbanisation des friches industrielles est une question d'actualité dans plusieurs champs : l'urbanisme, l'économie circulaire, la pollution des sols. La proximité d'une friche industrielle à une aire urbaine est une des causes de la perte de valeur sociale, économique, environnementale de l'ensemble de cette aire. Parallèlement, la ville contemporaine fait face à nombreux défis, liés notamment à l'étalement urbain, la croissance incohérente de certaines agglomérations, la pollution, la décroissance économique. La requalification des friches peut représenter, dans ce contexte, une opportunité pour intervenir sur ces problématiques. Un projet de réurbanisation cohérent, qui met à disposition du foncier déjà urbanisé, peut avoir un rôle de limitation à l'étalement et de reconnexion du tissu urbain. Une friche précédemment insalubre et décadente peut donc devenir un lieu de qualité urbaine et d'inclusion pour les habitants.

Cependant, le coût élevé de la décontamination et la complexité de ses modalités techniques et du cadre réglementaire de sa mise en œuvre (niveaux de responsabilité des acteurs) sont souvent des freins aux projets de réutilisation. La faisabilité du projet est également impactée par la localisation urbaine de ce foncier pollué. Ces incertitudes sont constitutives de la notion de "risque" liée à ce type d'opération. C'est pour toutes ces raisons qu'il apparaît de plus en plus important d'évaluer l'effet dysfonctionnel des friches sur l'environnement proche mais aussi leur potentialité quand elles peuvent être réactivées.

Cette thèse vise, donc, à améliorer la connaissance sur l'état précis de la pollution de certaines friches et les processus de décontamination adaptés et à établir le cadre réglementaire, les coûts des différents modes opératoires et les acteurs impliqués, afin d'aboutir une stratégie de "rentrée en ville". Après une analyse bibliographique, une étude des friches de la région Nouvelle Aquitaine sera réalisée pour sélectionner des études de cas. Un modèle risques/opportunités et des scénarios seront formulés sur un site pilote. Ce travail sera réalisé avec l'EPF Nouvelle-Aquitaine qui gère de nombreuses friches sur la région. Finalement, ce modèle risques/opportunités sera appliqué sur les sites identifiés, afin de proposer des priorités d'action régionale.

Mots-Clés: friche industrielle, mutation foncière, valeur foncière, sols pollués

*Intervenant

Déterminants de la compétitivité régionale: Cas de la région Fès-Meknès

Tarik Sadki * ¹

¹ SADKI Tarik – Maroc

Inscrit dans un cadre théorique constitué principalement par les théories de la "géographie économique" et la "nouvelle économie géographique", notre propos interroge les déterminants qui influent le phénomène de la compétitivité régionale. Nous considérons que cette dernière est la capacité d'une région donnée d'attirer et de conserver les entreprises et la main d'œuvre, en se basant sur les éléments favorisant l'agglomération et l'amélioration de la productivité des facteurs de production, dans le but de garantir la prospérité et le bien être collectif pour tous les acteurs qui participent dans sa vie économique. De surcroît, l'analyse de la compétitivité régionale passe par la mise en exergue d'un modèle conceptuel mettant en articulation trois construits : d'une part, la compétitivité régionale et ses déterminants comme, respectivement, variables à expliquer et variables explicatives, et d'autre part, l'agglomération de l'activité industrielle comme mécanisme de transmission constitué par les variables médiatrice. Notre thèse s'inscrit dans un paradigme positiviste, à cet égard, la démarche commode à ce positionnement est habituellement l'hypothéticodéductive, de ce fait notre recherche sera abordée dans un cadre théorique et un travail empirique au niveau de la région Fès-Meknès (Maroc) .

Mots-Clés: Compétitivité régionale, région, territoire, agglomération industrielle, systèmes productifs locaux, clusters.

*Intervenant

Déterminants de la compétitivité régionale: Cas de la région Fès-Meknès

Tarik Sadki * 2,1

² Laboratoire de recherche en management, Finances et économie sociale (LAREMFES) – Faculté des sciences juridiques économiques et sociales- Fès, Maroc

¹ SADKI Tarik – Maroc

Déterminants de la compétitivité régionale : Cas de la région Fès-Meknès. Résumé
Inscrit dans un cadre théorique constitué principalement par les théories de la "géographie économique" et la "nouvelle économie géographique", notre propos interroge les déterminants qui influent le phénomène de la compétitivité régionale. Nous considérons que cette dernière est la capacité d'une région donnée d'attirer et de conserver les entreprises et la main d'œuvre, en se basant sur les éléments favorisant l'agglomération et l'amélioration de la productivité des facteurs de production, dans le but de garantir la prospérité et le bien être collectif pour tous les acteurs qui participent dans sa vie économique. Dans le cadre de notre recherche, l'analyse de la compétitivité régionale passe par la mise en exergue d'un modèle conceptuel mettant en articulation trois construits : d'une part, la compétitivité régionale et ses déterminants comme, respectivement, variable à expliquer et variables explicatives, et d'autre part, l'agglomération de l'activité industrielle comme mécanisme de transmission constitué par les variables modératrices. Notre thèse s'inscrit dans un paradigme positiviste, à cet égard, la démarche commune à ce positionnement est habituellement l'hypothético-déductive, de ce fait notre recherche sera abordée dans un cadre théorique et un travail empirique au niveau de la région Fès-Meknès (Maroc).

Mots-Clés: Compétitivité régionale, région, territoire, agglomération industrielle, systèmes productifs locaux, clusters.

*Intervenant

De la rue au torrent, les territoires apprenants de plein air et les adolescent.e.s : spatialités éducatives populaires et alternatives pour une citoyenneté socio-environnementale renouvelée ? Comparaison France-Suisse

Léa Sallenave * 1,2

¹ Département de Géographie et Environnement – Suisse

² Université de Genève (IUFE) – Boulevard Carl-Vogt 66, 1205 Genève, Suisse

L'éducation populaire et libertaire trouve son terrain d'expression en dehors du système d'enseignement traditionnel. Certaines finalités sont communes, telle l'émancipation individuelle et collective, mais l'éducation populaire et libertaire visent en plus une transformation sociale radicale *via* la prise de conscience des rapports sociaux de domination ou l'autogestion et l'action collectives. Dans un contexte de mutation écologique, les enjeux territoriaux ou terrestres cristallisent inquiétudes et impulsent des envies d'agir notamment auprès des adolescent.e.s. En tant que " citoyens de demain " on souhaite les reconnecter, les relier, aux formes de nature afin de les sensibiliser à l'urgence écologique. Nous postulons avec Razmig Keucheyan que le lien distendu aux natures est révélateur d'inégalités socio-économiques persistantes et qu'il est un " *champ de bataille* " social, politique, culturel. Cette thèse, croisant géographie radicale, histoire culturelle et sciences de l'éducation, s'appuie sur des terrains français et suisses. Des associations d'éducation populaire en France et des écoles dites de pédagogies nouvelles en Suisse comme les écoles Steiner, sont à l'interface entre adolescent.e.s et environnements. Dans des contextes nationaux différents et s'adressant à des enfants issus de classes sociales différentes, elles tentent de réduire cette distance symbolique et physique en proposant aux jeunes des activités d'extérieur depuis leurs territoires urbains jusqu'aux territoires dits de pleine nature. L'enjeu serait de forger des corps, des esprits nouveaux pour façonner une société durable, vivable au nom d'une réelle égalité sociale. Comme la parole adolescente demeure souvent minorisée (Y. Bonnardel, 2015), nous souhaitons engager une analyse des rapports qu'entretiennent les adolescent.e.s aux natures, dans leurs environnements de proximité ou plus éloignés, qui façonnent imaginaires, représentations et pratiques, et les confronter aux propositions éducatives alternatives (éducation populaire, éducation nouvelle, éducation libertaire) se questionnant sur les sujets environnementaux. L'objectif serait de valoriser la parole " jeune " et la croiser aux discours des institutions afin d'adapter les propositions aux demandes des adolescent.es ; de proposer une recherche-action modeste en montrant qu'il faut s'appuyer sur les territoires apprenants des jeunes pour valoriser les appréhensions populaires d'une nature de proximité, tout aussi valable qu'une nature plus " pittoresque ".

Mots-Clés: Education Populaire, Adolescent.es, Natures, Cultures urbaines, Représentations

*Intervenant

La dimension foncière de la ” résidentialisation ” de l’économie en Provence-Alpes-Côte d’Azur.

Lauriane Thomas * 1

¹ Études des Structures, des Processus d’Adaptation et des Changements de l’Espace (ESPACE) – Université d’Avignon et des Pays de Vaucluse – 98, boulevard Édouard Herriot BP 3209 06204 Nice Cedex 03 Ancien nUMR6012, France

Ces travaux proposent une approche foncière de l’économie régionale. On cherche à déterminer si les mécanismes fonciers influent sur la transformation du tissu économique et si le foncier économique ne constitue qu’une variable d’ajustement dans les politiques locales d’aménagement. Le foncier économique n’est pas un sujet de préoccupation nouveau mais bénéficie d’un regain d’intérêt progressif depuis une petite dizaine d’années, spécialement en Région PACA (1). (CCINCA, RTID). Dans le cadre d’une approche qui relativise le ” tout résidentiel ” en y intégrant une vision plus large des interactions et complémentarité des sphères économiques (2), se pose la question de l’impact des mécanismes fonciers locaux, conscients ou pas, sur l’évolution du foncier économique. En distinguant les activités productives des activités résidentielles dans l’analyse, on pose ici les hypothèses d’une stagnation globale du foncier économique et de la régression du foncier productif sur les 20 dernières années. La méthode nouvelle mise en place repose sur une comparaison dans le temps du foncier dédié à l’accueil des activités économiques, basée sur l’étude de documents réglementaires et d’orthophotos, à l’échelle régionale. Pour ce faire, on utilise les archives de données POS de 1999 numérisées et la base de données des zones d’activités économiques de 2017 des CCI territoriales de PACA (3). Après traitement, le socle de données étudié comprend 1102 zones d’activités réparties sur 360 communes. Dans un premier temps la confrontation des archives avec les données actuelles permettra de valider ou invalider l’hypothèse de la stagnation foncière. Et dans un deuxième temps, il sera possible de déterminer les types d’activités économiques impactées par les créations, destructions ou mutations de zones d’activités grâce aux études de cas, au fichier SIRENE et aux outils cartographiques. Des éléments d’analyse se distinguent, que ce soit dans les méthodes spécifiques de l’observation foncière locale mises en place, dans la composition et la formation même du foncier économique ou bien dans la définition du concept de ” zone d’activités ”. Une fois l’analyse des bases concernant l’identification des zones créées / détruites réalisée, l’observation pourra être affinée grâce aux orthophotos d’archives. Elles permettront de distinguer les mécanismes de régularisation d’un foncier économique de fait, d’un véritable mécanisme de création, (fiabilisant ainsi les chiffres de création pure de foncier), et d’identifier grâce à la base Sirene les activités ” laissées pour compte ” dans la disparition de zones et celles favorisées par les créations de foncier économique.

Mots-Clés: foncier économique, zone d’activité, économie productive, économie présentielle

*Intervenant

Entreprises de course urbaine et uberisation

Elia Vanson Magalhães Da Silva * ¹

¹ Laboratoire de l'IFSTTAR – région Hauts de France – 20 rue Elisée Reclus 55666 Villeneuve d'Ascq cedex, France

Appel à communication – Doctorales de l'ASRDLF du 28 au 30 mars 2018 (Grenoble)

Ma thèse porte sur les entreprises de course urbaine et l'uberisation. La course urbaine est définie comme " *l'acheminement de plis, colis ou objets, sans rupture de charge, la prise en charge et la livraison de chaque marchandise ayant lieu dans une même zone urbaine et/ou périurbaine, au moyen de véhicules deux-roues* " (Dressen et Mias, 2008).

Le développement du numérique favorise l'émergence de plateformes numériques d'intermédiation dont l'utilisation contribue à modifier l'organisation économique de l'offre et de la demande (Dauchy, 2016). L'uberisation est un concept récent qui n'a pas encore de définition officielle : il est décrit différemment selon les points de vue des auteurs qui l'emploient. La synthèse des définitions établie par Lechien et Tinel permet d'appréhender l'uberisation au regard des caractéristiques suivantes. L'uberisation est l'émergence du modèle économique de type Uber (du nom de l'entreprise américaine) fondé sur les principes de la maximisation de l'utilisation des ressources, de la " *caractéristique P2P de l'échange, qui signifie qu'un utilisateur peut se retrouver tantôt dans le groupe des acheteurs et tantôt dans le groupe des vendeurs* " ainsi que sur le recours à l'utilisation de plateformes en ligne (Lechien et Tinel, 2016, p.3). L'uberisation tend à privilégier les véhicules de moins de quatre roues, en particulier les vélos (Dablanc *et al.*, 2016), considérés comme plus à même de répondre à " *la problématique d'efficacité en zone très souvent congestionnée* " (Lesaffre, 2015). Néanmoins, les formes de la course urbaine générées par le recours aux véhicules personnels (Receveur, 2014) et au numérique (auto-entrepreneuriat, uberisation) ne sont renseignées ni dans les statistiques ni dans la littérature scientifique sur les TMV (Courivault, 2004). De même, les données relatives au nombre d'entreprises de course et des livraisons uberisées sont inexistantes (Dablanc *et al.*, 2016). L'enjeu de cette thèse est alors de répondre à la nécessité d'identifier les formes et les impacts de l'uberisation dans le secteur de la course urbaine. Ma méthodologie regroupe deux principales méthodes. La première est une analyse des modèles économiques des entreprises de course (stratégies des entreprises). La seconde consiste en la réalisation d'entretiens semi-directifs avec les acteurs de la course urbaine uberisée ou non. Le but de cette dernière méthode est de comprendre le fonctionnement des entreprises et de déceler la façon dont ils perçoivent l'évolution du secteur sur le long terme. Quelle est la stratégie d'adaptation des entreprises de course urbaine classiques face à cette concurrence inédite par son ampleur et sa propagation ? Qu'attendent les entreprises de course urbaine traditionnelles de la part des pouvoirs publics ? Les résultats attendus sont des recommandations pour l'action publique. Celles-ci seront proposées aux décideurs locaux et institutionnels, le but étant que ces derniers mettent en place des leviers d'accompagnement en faveur du développement régulé de la course urbaine, adaptés aux contextes territoriaux.

Mots-Clés: Course urbaine, uberisation, e, commerce, modèle économique, stratégies économiques

*Intervenant

Le patrimoine industriel en Ardèche : un patrimoine en marge pour un territoire en marge ?

Flore Vigné * 1,2

¹ Politiques publiques, ACtion politique, TErritoires (PACTE) – Université Pierre Mendès France - Grenoble 2, Université Joseph Fourier - Grenoble 1, Sciences Po Grenoble - Institut d'études politiques de Grenoble, Centre National de la Recherche Scientifique : UMR5194, Université Grenoble Alpes – Siège : IEP - BP 48 38040 Grenoble cedex 9, France

² Parc naturel régional des Monts d'Ardèche – Parc naturel régional des Monts d'Ardèche – France

L'Ardèche est un département majoritairement rural : pour l'INSEE, 76 % de ses communes sont dites rurales – *“ c'est-à-dire n'appartenant pas à une unité urbaine ”*. Cette définition administrative du rural renvoie déjà à la question de la marge : il est déterminé par la négative, vis-à-vis de l'espace urbain. L'Ardèche a également 69% de ses communes classées comme *“ Campagnes vieilles à très faible densité ”* dans la typologie des campagnes françaises de l'Observatoire des Territoires. Cette catégorie correspond à l'*“ hyper-ruralité ”* concernée par le rapport ministériel éponyme de juillet 2014, qui la définit comme ce qui *“ correspond à la fraction la plus rurale, la plus enclavée, la plus distante des services et la moins pourvue en centralités ”*. Encore une fois, il semble y avoir matière à traiter de la *“ marge ”*. Certains acteurs s'approprient d'ailleurs cette image des bords de l'écoumène : la dernière campagne de la marque *“ Emerveillés par l'Ardèche ”* joue sur les patrimoines naturels, les loisirs de nature, les petits villages perchés,... Le patrimoine industriel porte aussi cette notion de marge. Patrimoine récent, puisqu'il émerge dans les années 1980, il se perd dans l'élargissement de la notion, ce *“ tout patrimoine ”* (Neyret, 2004). Il pâtit aussi de l'image négative portée par l'industrie aujourd'hui : les plans sociaux, la pollution, l'esthétique discutable des sites et peut-être aussi une priorité française accordée à l'art, vis-à-vis de la technique (Gasnier, 2011). Les questionnements portés par les territoires sur sa gestion, sa conservation ou sa destruction sont marqués par la figure de la friche. Cet espace abandonné, ayant perdu son usage, se trouve aussi *“ en marge ”*. De plus le patrimoine industriel de l'Ardèche est largement méconnu : il est pourtant très diversifié, des mines à la mécanique, en passant par le textile et l'agroalimentaire, a laissé de nombreux sites et a occupé une large partie de la population au XIXe et au début du XXe siècle. Il est aussi assez peu reconnu : les sites industriels classés ou inscrits se comptent sur les doigts de la main et certaines industries représentatives, le moulinage (torsion des fils de soie) ou la tannerie, n'y sont pas représentées. Pourtant, localement, des recherches ont été faites, des projets prennent corps sur les sites : ils participent à la révélation de cette histoire industrielle comme ressource, comme *“ marge de manœuvre ”* (Janin, Andres, 2008). Je me propose de mettre en perspectives plusieurs exemples questionnant le rôle de la patrimonialisation dans les nouvelles fonctions apportées sur les sites, ainsi que leur statut de *“ marges ”*.

Mots-Clés: patrimoine, patrimonialisation, industrie, rural, marge, ressource

*Intervenant

Élaboration d'un SIG pour l'étude morphodynamique du réseau fluvial dans la plaine du Gharb

Mahassine Zine Dine * ¹

¹ Institut Scientifique - Rabat – Maroc

La rivière est un milieu dynamique en constante évolution. Les formes en plan évoluent continuellement. Soit par érosion et dépôt soit plus brutalement par coupage de méandre ou changement de lit à la suite des phénomènes naturels (inondation par exemple). La dynamique fluviale est déterminée par le fonctionnement morphologique d'un cours d'eau, c'est à dire que le lit d'une rivière évolue sous l'effet du transport liquide (déplacement de l'eau dans le sens amont-aval et dans le sens transversal) et le transport solide (déplacement et dépôt des matériaux), ce qui permet à la rivière de dissiper son énergie en érodant ses berges ou son lit, remobilisant les sédiments des bancs de sables, transportant des alluvions grossières et en modifiant son tracé en plan donc sa sinuosité et sa pente. Dans la plaine alluviale, le cours d'eau dissipe son énergie en adoptant un cours sinueux par la formation de méandres. Le mécanisme de formation et d'évolution des méandres, qui associe des phénomènes d'érosion et de sédimentation, peut se résumer ainsi en une érosion dans les zones concaves et un dépôt dans les zones convexes. La combinaison de ces deux phénomènes conduit à la migration des méandres vers l'aval : la rivière se "déplace" et change donc de profil (déplacement de chenal). Le présent travail s'intéresse à l'étude de l'évolution morphodynamique de l'Oued Sebou dans la plaine du Gharb en réponse aux fluctuations climatiques et aux activités anthropiques. Cette étude sera abordée en utilisant le modèle numérique de terrain (MNT) et en intégrant les informations tirées des cartes topographiques, des photographies aériennes et des images satellitaires dans un système d'information géographique (SIG). Il serait possible d'engager quelques éléments qui contrôlent la morphologie du réseau fluvial dont la tectonique, la lithologie, la pente, le climat et les aménagements hydrauliques et hydroagricoles. L'objectif de cette étude est donc d'identifier et d'hierarchiser les facteurs de contrôle de la morphologie du bas Sebou et de dégager quelques aspects de son évolution morphodynamique ce qui aurait d'éventuels impacts sur le comportement hydrodynamique futur de ce cours d'eau.

Mots-Clés: Dynamique fluviale – évolution morphodynamique – SIG – plaine du Gharb – Oued Sebou

*Intervenant

les réformes budgétaires au Maroc

Abdelmoughit Zine-Dine * ¹, Mustapha Maamar[†] ¹

¹ FSJES Meknes: laboratoire des études et des recherches juridiques et politiques (LERJP) – Maroc

Les réformes budgétaires au Maroc

Gérer l'état comme une entreprise est désormais le mot d'ordre de la nouvelle gestion.

Le gouvernement du Maroc, au cours dix dernières années, a mis de l'avant diverses initiatives visant à adapter la gestion publique à l'évolution de la société et aux attentes des citoyens.

La modernisation de la gestion publique s'inscrit dans un processus continu visant à modifier et à adapter les modes d'intervention de l'administration publiques, ses structures, ainsi que son cadre de gestion.

Ces réformes ont trait ,essentiellement, à la rationalisation des dépenses publiques via, notamment, la moralisation des dépenses publiques, la globalisation des crédits, la contractualisation entre l'administration centrale et ses services déconcentrés ,le partenariat entre l'état et les acteurs privés, et l'intégration de l'approche genre dans l'élaboration des budgets et le budget axé sur les résultats qui a impliqué inéluctablement, un changement important de la cultures des gestionnaires par l'accent qui est mis sur la planification et programmation pour atteindre des meilleurs résultats.

Mots-Clés: budget de l'état, budget territoriale, budget axé sur les résultats, la modernisation de gestion publique, la rationalisation des dépenses publiques

*Intervenant

[†]Auteur correspondant: maamarmustapha@yahoo.fr

L'investissement éthique dans le cadre de la micro finance islamique. Quelles perspectives de développement de l'économie sociale et solidaire au Maroc?

Khaoula Zine-Dine *¹, Abderrazzak Elmeziane

¹ Faculté Mohammed 5 Rabat:Laboratoire de Recherche en Compétitivité Economique et Performance Managériale (LARCEPEM) – Avenue Mohammed Ben Abdallah Ragraoui Al Irfane. BP 6430 Rabat Instituts Rabat, Maroc

Le monde rencontre depuis longtemps des problèmes économiques et sociaux agrandissant les inégalités sociales et l'intensité de la pauvreté, qui est un cercle vicieux dont il est difficile d'en sortir. Ce n'est pas l'esprit d'initiatives qui manquent, ce qui fait défaut c'est l'argent nécessaire pour lancer son entreprise. Alors pour répondre à une population pauvre et atypique, la micro finance représente un outil important de lutte contre la pauvreté et ouvre la voie vers l'autonomie. Elle est destinée principalement au micro entrepreneurs qui ne remplissent pas les conditions qui leur permettent de se financer auprès des banques conventionnelles. Au Maroc, Après dix ans d'expérimentation et de développement rapide de la micro finance classique, beaucoup de ses institutions arrivent à maturité et sont confrontées à des problématiques de financement et de développement de portefeuille de projet. Mais, Aujourd'hui, les temps ont changé avec la promulgation de la loi sur les banques participatives. Du coup, on est obligé d'adhérer à un système financier complet, ayant pour objet de servir les intérêts des micros entreprises, des citoyens et de la société en général en vue de réduire la pauvreté et les disparités sociales. Du moment où les fondements de base de l'Islam insistent précisément sur la justice, l'inclusion sociale et le partage des ressources entre les nantis et les démunis, l'apparition des instruments viables de la micro finance islamique, tels que *Al Wakf*, *Al Qard Al Hassan*, *Zakat*, *Moudarba*, *Mourabaha*, *Moucharaka*, *Takaful*, *ect.*, pourraient être la solution pour donner accès aux services financiers à des millions de personnes démunies qui s'évertuent à éviter les produits financiers classiques et qui ne puissent pas accéder facilement au crédit bancaire. Cette thèse se situe au cœur du débat sur les apports de la finance islamique et de son utilité dans le processus de développement du Maroc. Elle s'intéresse à un volet particulier qui est la micro finance islamique. Elle repose principalement sur l'expérimentation des différents contrats afférents à ce secteur, permettant d'apporter les éléments de réponses adéquates aux questions de vulnérabilités, des inégalités socioéconomiques, et des disparités territoriales, dans le cadre d'une économie sociale et solidaire soutenue. Il s'agit de faire appel aux meilleures pratiques et expériences en matière de micro finance islamique, réussies dans plusieurs pays musulmans et non musulmans, tout en les adaptant au contexte national.

Mots-Clés: La finance islamique, la microfinance islamique, l'investissement éthique, l'économie sociale et solidaire, la microfinance classique.

*Intervenant

LA GESTION DES RISQUES D'INONDATIONS CAS DE BASSIN VERSANT DE OUED SOUSS (MAROC)

Hicham Berdgue * 1

¹ Université Ibn Tofail Kenitra-Maroc (Laboratoire de recherche : Environnement Développement et Gestion de l'Espace. (FLSH KENITRA) – B.P 401, Kénitra - Maroc |, Maroc

Le milieu physique du bassin versant de l'oued Souss (régions semi-aride à aride), offre un environnement propice au développement de fortes crues: le bassin est compact, les pentes sont fortes, les sols sont peu perméables, le réseau hydrographique est bien ramifié et le couvert végétal est assez clairsemé.

Les facteurs naturels (pentes fortes, roches friables et imperméables, fortes précipitations) et les facteurs humains (croissance démographique accélérée, urbanisation incontrôlée, mode d'occupation des sols et infrastructure fragile) sont à l'origine du phénomène des inondations dans ce bassin.

C'est l'interaction de ces deux types de facteurs qui donne à ce phénomène d'inondation l'aspect dangereux en plus des changements climatiques qui connaît les régions arides et semi arides.

Ainsi, les débordements fréquents de l'oued Souss et ces affluents ont provoqué, à plusieurs reprises, des dommages matériels importants, surtout au niveau des douars relevant de Souss moyen, notamment lors de passage des crues exceptionnelles de février et novembre 2010 et 2014 qui ont causées des inondations.

L'Agence du bassin hydraulique de Souss Massa et Draa, les autorités locales et la société civile, vue la gravité du risque d'inondation, sont appelées à intervenir pour limiter les dégâts et atténuer la vulnérabilité vis-à-vis de la population. Elles doivent prendre conscience de l'ampleur du danger et doivent sensibiliser la population afin d'éviter autant que possible les pertes des biens et de vie.

En outre, l'amélioration de la gestion des risques est considérée parmi les actions définies pour une meilleure protection de l'environnement, la santé humaine et pour un développement durable.

Mots-Clés: Gestion, Bassin versant de l'oued Souss, vulnérabilité, inondation, arides et semi arides, changements climatiques, crues exceptionnelles et vulnérabilité.

*Intervenant

Les pratiques de management de la qualité dans les administrations publiques

Imane Chout * ¹

¹ Ecole nationale de commerce et de gestion de Tanger (ENCG Tanger) – Route de l’aéroport, B.P 1255, 90000 Tanger Principal - Maroc, Maroc

L’administration publique semble être condamnée à se moderniser. Parler d’elle, c’est évoquer une ” bureaucratie ”, par définition lourde, inefficace, lente et paperassière. Dans tous les pays et à toute époque, l’organisation des collectivités publiques a fait naître chez les administrés une méfiance et une crainte instinctive devant un processus d’alourdissement, de renfermement sur les habitudes, de négligence croissante. La notion de ” qualité ” et ses diverses déclinaisons : démarches Qualité, système Qualité, processus Qualité,...est incontestablement en train de faire son chemin au sein des administrations publiques. Elle est pourtant issue du secteur privé et plus particulièrement du monde de la production pure et dure. Mais, il n’est pas simple de transposer des outils du secteur marchand, dominé par des principes économiques, à des administrations soumises à une philosophie de gestion publique. Les biais bureaucratiques des administrations et la logique politique plus qu’économique qui anime le secteur non marchand nécessite une conceptualisation fine des outils et méthodes importées du privé. Les approches ” Qualité ” renforcent l’apparition des concepts de management moderne qui tentent de s’implanter dans la plupart des administrations publiques, elles introduisent notamment la culture de la définition d’objectifs et de la mesure qui est son corollaire. Donc, Dans quelle mesure le management de la qualité a-t-il confirmé son potentiel dans le secteur public ? Et Comme étant un outil issu du privé, la démarche qualité peut-elle s’intégrer dans le secteur public ? Apporte-t-elle une véritable valeur ajoutée à l’organisation qui la met en œuvre ou n’est-elle qu’une ” couche bureaucratique supplémentaire ” ?

Mots-Clés: Administration publique, qualité, service public, efficacité, innovation

*Intervenant

LES PRATIQUES DU CONSEIL EN MANAGEMENT AU SEIN DES PME MAROCAINES : APPROCHE PAR LES RISQUES

Driss Helmi * 1,2,3

¹ UNIVERSITE MOULAY ISMAIL - ENSAM- MEKNES – Maroc

² UNIVERSITE MOULAY ISMAIL - ENSAM- MEKNES (UMI-ENSAM) – Maroc

³ Université de Moulay Ismail (UMI) – Présidence, Marjane 2, BP:298, Meknes, MAROC, Maroc

L'objet de cet article est de présenter les raisons d'être et l'intérêt des pratiques de conseil en management au sein des PME marocaines. Nous essayons en premier lieu, d'asseoir notre réflexion sur la définition des concepts fondamentaux reliés directement au conseil en management, Dans un deuxième temps, nous dresserons le portrait du consultant en management. Dans un troisième temps, nous essayerons de définir la PME marocaine Enfin, dans un quatrième temps, nous présenterons la perspective épousée par les praticiens du conseil en management ainsi que les PME marocaines qu'ils utilisent. La question centrale, autour de laquelle s'est articulé notre travail de recherche, est de savoir, Dans quelles mesures les pratiques du conseil en management contribuent-elles dans l'amélioration de la compétitivité dans les PME marocaines ?

Mots-Clés: Conseil en Management, Offre, Demande, Qualité, Risque, PME Marocaines

*Intervenant

L'analyse spatio-temporelle de la répartition de l'Arganeraie dans la région de Taroudant

Zahra Khalil * ¹, Abdelmjid Rahimi , Ahmed El Aboudi ², Adnane Habib ,
Mohammad Amine Slimani

¹ Université Chouaib Doukkali, Faculté des sciences d'El Jadida, Laboratoire Géodynamique et Géomatique (UCD, FSJ) – Maroc

² Université Mohammed V, Faculté des Sciences d'AGDAL – Maroc

L'arganier (du nom scientifique *ArganiaSpinosa*), est l'essence forestière incontournable du grand Sud-Ouest marocain. Aujourd'hui, la plus grande concentration d'arganiers se trouve dans la plaine de Souss. Il s'agit d'une zone semi-aride dont le couvert arboré est largement dominé par l'arganier, qui pousse de façon sauvage en forêt clairsemée et il peuple l'essentiel de ses paysages arides aux brumes fréquentes et lui imprime une physionomie bien particulière.

L'importance de la forêt de l'arganier pour la région s'exprime sur plusieurs plans. A part qu'elle joue un rôle crucial dans la régulation du climat, elle joue aussi un rôle environnemental autant que frein pour l'érosion et la désertification, et un rôle socio-économique puisqu'elle représente une source incontournable pour le pâturage, l'huile d'argan, bois de construction et de chauffage. Dernièrement, il s'est montré que la forêt d'arganier régresse en termes de superficie et surtout de densité. En réponse à ça des mesures urgentes ont été prises par les autorités pour sa préservation et surtout sa valorisation à l'échelle nationale et internationale.

De cette étude diachronique, basée sur les images satellitaires (1985, 2002, et 2016), ressort que les changements climatiques qu'a connus la région ces dernières décennies marqués surtout par des années de sécheresse sévères, ont un impact négatif sur la surface et la densité d'arganiers. Ainsi, on a constaté une régression de la surface occupée par l'Arganeraie et surtout une diminution de la densité qui passe de 99300 hectare en 1985 à 40300 hectares en 2016.

Mots-Clés: Arganeraie, Changement Climatique, Télédétection, Aridité, Taroudant

*Intervenant

Quel aménagement de l'espace pour promouvoir biodiversité et bien-être ?

Laurent Martinez * ¹

¹ Politiques publiques, ACtion politique, TErritoires (PACTE) – Université Pierre Mendès France - Grenoble 2, Université Joseph Fourier - Grenoble 1, Sciences Po Grenoble - Institut d'études politiques de Grenoble, Centre National de la Recherche Scientifique : UMR5194, Université Grenoble Alpes – Siège : IEP - BP 48 38040 Grenoble cedex 9, France

Le rythme de consommation du foncier dans les régions urbaines est incohérent avec un objectif de développement soutenable. Le phénomène d'étalement urbain modifie l'organisation physique des paysages avec de forts impacts écologiques et sociaux. Pour informer les décisions d'aménagement visant à réguler ce phénomène, nous proposons d'identifier les espaces de nature essentiels à préserver pour leur contribution à la biodiversité et au bien-être des populations résidentes.

Le challenge de notre travail est d'explorer le croisement de caractéristiques écologiques et sociales associées aux espaces de nature. Il vise tout particulièrement à éclairer les décisions d'inscription des corridors écologiques dans les documents d'urbanisme à différentes échelles (SCOT/PLU). Cette communication a pour but de présenter la méthodologie retenue dans la phase d'identification des espaces de nature qui "comptent le plus" : (i) en terme de connectivité écologique, (ii) d'aménités naturelles et (iii) de rapport aux espaces de nature pour des résidents du territoire administratif de Grenoble-Alpes métropole.

Mots-Clés: Aménagement, Trames Vertes, Aménités naturelles, Analyse spatiale

*Intervenant

Evaluation des approches participatives dans la gestion des ressources naturelles en eau Cas du bassin versant de sebou

Jihane Safi * 1

¹ Etude et recherches Economiques et sociales (LERES) – Faculté des sciences juridiques économiques et sociales Meknes, Maroc

Actuellement l'évolution des politiques publiques en matière d'aménagement, de développement territorial et de gestion de l'eau s'est effectuée de manière conjointe autour des principes de participation, trans-sectorialité et trans-territorialité. Ce changement de finalités s'accompagne d'une redéfinition des logiques et des territoires d'intervention. Les objectifs visent à une meilleure répartition des services, des infrastructures mais également des compétences et des rôles des différents acteurs de l'aménagement dans des cadres spatiaux modifiés, plus en phase avec les dynamiques économiques, sociales et environnementales qui les façonnent.

Parmi les conditions favorables à la mise en œuvre du développement durable dans le domaine de l'eau, une gestion participative à une échelle locale. La gestion de l'eau devraient être fondés sur une approche participative qui repose largement sur les besoins exprimés par les citoyens. Ainsi on va s'assurer que les besoins de la population sont pris en compte et qu'elle collaborera à la mise en oeuvre des solutions. Avec cette approche, il y aura une modification dans la gouvernance de l'eau et l'Etat est appelé à décentraliser une partie de ses pouvoirs et de ses responsabilités vers les collectivités locales.

Face à cette importance multi-niveaux on est appelé à s'interroger sur ce processus, ainsi étudier les conditions et modalités de son évaluation en se focalisant sur les approches participaives.

Mots-Clés: Gouvernance de l'eau, concertation, convergence des politiques publiques, approches participatives

*Intervenant

La responsabilité sociale de l'entreprise et performance

Meryem Salim * ¹

¹ Economie, gestion, développement durable – Ecole Nationale de Commerce et de Gestion Tanger, Maroc

L'expression " la responsabilité sociale de l'entreprise " couvre les responsabilités qu'ont les entreprises envers les sociétés au sein desquelles elles sont basées et elles opèrent. Il est certain que la RSE ne veut pas dire la même chose, tout le temps et pour tout le monde. Pour certains, la RSE rejoint la responsabilité juridique ; pour d'autres, elle se rapporte à l'éthique ou au comportement social responsable ; d'autres encore l'associent aux actions de charité ; alors certains d'autres y voient une action de conscience sociale. Le concept de performance globale est mobilisé dans la littérature managériale pour évaluer la mise en œuvre par l'entreprise des stratégies annoncées de développement durable, renvoyant ainsi à une conception holistique de la performance. L'objectif de cet article est de présenter une revue de littérature des concepts théoriques de la RSE ainsi que les modèles explicatifs de l'engagement sociétal et enfin l'état des lieux au Maroc.

Mots-Clés: RSE, performance globale, performance sociale

*Intervenant

La démarche qualité en ingénierie de la formation professionnelle continue au Maroc: Quel modèle qualité?

Noura Touzrhar * ¹

¹ Laboratoire d'Etudes et de Recherches en Economie et Gestion (FSJES MEKNES / LEREG) – FSJES MEKNÈS BOITE POSTALE 3102 TOULAL MEKNÈS, Maroc

Avec les mutations de notre environnement socioprofessionnel et la rapidité des progrès scientifiques, technologiques et organisationnels les entreprises comme les individus sont obligés à développer de nouvelles capacités, être plus compétent, s'informer et se former en permanence pour pouvoir s'intégrer dans ce contexte en perpétuelle mouvements. Au Maroc, la formation professionnelle continue a connu une transformation importante avec la réforme de 1984 et la mise en application de la charte nationale d'éducation et de la formation en 2000, ce qui a regroupé un ensemble cohérent d'actions visant la satisfaction de la demande de formation et l'amélioration de la qualité des prestations. En 2016, avec la mise en application de la Stratégie Nationale de la Formation Professionnelle 2021 (SNFP), la formation professionnelle continue entre dans une nouvelle phase qualitative où l'amélioration de son fonctionnement et le souci de qualité deviennent les principaux enjeux. En parallèle, la qualité de la formation professionnelle continue, en tant que composante du développement socio-économique, constitue aujourd'hui un enjeu dans l'acquisition des savoir-faire et des compétences nécessaires à la maîtrise des nouvelles technologies et à l'accès à la société de l'information, surtout, face à des clients de plus en plus exigeants en matière de qualité, de prix et de services. De ce fait, le système de la formation professionnelle continue au Maroc doit s'interroger sur l'adéquation de ses cadres institutionnels, ses modes de financement, ses pratiques méthodologiques et ses dispositifs pédagogiques pour se permettre d'adopter des démarches qualité.

Mots-Clés: QUALITÉ DE LA FORMATION FORMATION PROFESSIONNELLE CONTINUE ASSURANCE QUALITÉ CERTIFICATION ISO

*Intervenant

Politiques éducatives et croissance économique au Maroc

Zakia Zarouf * ¹

¹ Université Ibn Tofaïl (UIT) – B.P 242, Kénitra, Maroc

Au cours des dernières années, notre pays s'est engagé dans la modernisation et le développement dans tous les domaines. Le succès de ce défi va inévitablement avec la contribution de plusieurs acteurs, et cette campagne passe par plusieurs composantes dont la plus importante est l'évaluation et la mise en valeur du capital humain.

La place critique de l'élément humain et les capacités qu'il possède mène les économistes à le considérer comme la principale composante productive du développement et de la croissance économique et sociale, et pour que ce dernier puisse jouer son rôle il doit avoir un niveau d'éducation approprié.

L'éducation de tous en tant qu'investissement dans le capital humain peut contribuer au développement de la société. En conséquence, l'éducation de la population est cruciale pour déterminer la capacité de l'économie d'un pays afin d'arriver à une combinaison entre une forte croissance et un faible taux de chômage avec une cohésion sociale remarquable.

Mots-Clés: capital humain, croissance économique, Maroc, système éducatif

*Intervenant